

## **ANNEXE J**

### **HISTORIQUE ADMINISTRATIF DU DOSSIER**





RÉGION WALLONNE

25-07-2007

WINDVISION BELGIUM SA  
Geldenaaksevest 48te 101  
3000 LOUVAIN

DIVISION DE LA PREVENTION  
ET DES AUTORISATIONS  
Direction de Namur-Luxembourg

NAMUR, le 25 -07- 2007

Nos références : D3100/52097/REP/2006/4/6M - PU

Références commune de dépôt :

Annexe : décision des fonctionnaires technique et délégué

### RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

**OBJET : Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement**

- Décret : 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement
- Commune de dépôt de la demande : OHEY
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Objet de la demande : Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes
- Situation : Lieux-dits: "Campagne du Borsu" "Terre aux Canards" à S350 OHEY
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM SA, Geldenaaksevest 4 à 3000 LOUVAIN

Madame, Monsieur,

Par la présente, nous avons l'honneur de vous transmettre en annexe l'arrêté relatif à votre demande de permis unique dont références et objet susmentionnés.

Le permis unique sollicité est refusé.

MINISTÈRE DE LA RÉGION WALLONNE



DIRECTION GÉNÉRALE DES RESSOURCES NATURELLES ET DE L'ENVIRONNEMENT

Avenue Raïne Aspid 38 • 5000 NAMUR • 0 (081 71 53 00 • Fax: 081 71 53 40 • [dg@dir.natur.dpa.dgma@mrw.wallonie.be](mailto:dg@dir.natur.dpa.dgma@mrw.wallonie.be)  
<http://environnement.wallonie.be> • N° Vert 0600 11 901 (informations générales)



Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Conformément aux modalités définies à l'article 95 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, il vous est loisible d'introduire un recours auprès du Gouvernement wallon. L'adresse à laquelle le recours doit être introduit est la suivante :

Monsieur le Directeur général  
Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement  
avenue Prince de Liège 15  
5100 NAMUR (Jambes).

Le recours doit être introduit à l'aide du formulaire prévu à l'annexe XI de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, formulaire disponible auprès de l'administration communale et sur le site <http://formulaires.wallonie.be/> du Ministère de la Région wallonne. Il doit être accompagné de la preuve du paiement de 25,00 € sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de notre considération distinguée

Le Fonctionnaire délégué,

*Le Fonctionnaire technique, ~~absent~~*

C. PASQUET

Marc TOURNAY

Ir Annick FOURMEAUX

Pour la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Agent traitant : Ing Giuseppe MONACHINO, Attaché

Pour la Direction générale de l'Aménagement du Territoire, du Logement et du Patrimoine

Agent traitant :

## Permis unique N° D3100/92097/IRGPED/2006/4/GM - PU

&amp;

4/PU3/2006/201-202

**Le Fonctionnaire technique et le Fonctionnaire délégué,**

Vu la demande introduite en date du 19 décembre 2006 par laquelle WINDVISION BELGIUM SA, ci-après dénommée(e) l'exploitant, sollicite un permis unique pour :

Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes,

Lieux-dits : "Campagne du Borsu" "Terre aux Canards" à 5350 OHEY ;

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine ;

Vu la loi du 28 décembre 1964 relative à la lutte contre la pollution atmosphérique ;

Vu la loi du 18 juillet 1973 relative à la lutte contre le bruit ;

Vu le décret du 27 juin 1996 relatif aux déchets ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'Environnement ;

Vu le décret du 27 mai 2004 relatif au Livre II du Code de l'Environnement constituant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;



Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'Arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA (*Moniteur belge* du 22 décembre 2005)

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 3 mars 2005 relatif au Livre II du Code de l'Environnement, contenant le Code de l'Eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon 17 mars 2005 relatif au Livre I<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier ;

Vu l'étude d'incidences sur l'environnement jointe au dossier de demande ;

Vu l'avis, reçu par le fonctionnaire technique en date du 03 janvier 2007, de la DGRNE-DNF SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE NAMUR, relatif au caractère complet de la partie Natura 2000 du formulaire de demande de permis ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 février 2007 au 15 mars 2007 sur le territoire de la commune de GESVES, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations ;

Vu le procès-verbal de la séance de clôture de l'enquête publique qui s'est déroulée du 14 février 2007 au 15 mars 2007 sur le territoire de la commune de OHEY, duquel il résulte que la demande a rencontré des oppositions ou observations ;

Vu la synthèse des objections et observations écrites et orales formulées au cours de l'enquête publique réalisée sur le territoire des communes de GESVES et OHEY et concernant les thèmes suivants :

- L'inadéquation du lieu d'implantation pour un tel projet industriel
- Le nombre trop grand d'éoliennes envisagées pour ce site à caractère rural et présentant une sensibilité paysagère
- La qualité paysagère du Condroz et la nécessité de protéger cette qualité alors que le projet aura un impact important en terme de dégradation
- Le caractère imposant de ces éoliennes de près de 150 mètres de haut
- L'importance de la dégradation des paysages qu'entraînera ce projet dans une région réputée pour ses paysages et son attrait touristique



- Les conséquences du projet sur la qualité de nos villages et sur leur attrait touristique
- Les menaces que fait peser le projet sur l'attrait touristique de notre région et les conséquences sur le tourisme dans la région
- Les défauts importants du projet sur le plan de sa visibilité et de sa lisibilité dans les paysages environnants
- Le caractère destructurant qu'aura le projet sur toute une série de paysages environnants de qualité dont certains sont protégés
- La remise en cause de la base de l'évaluation de l'impact paysager du projet, se fondant sur des considérations statiques alors que les éoliennes sont des objets en mouvement
- L'évocation de la carte de Feltz qui avait placé une partie du site d'implantation en zone de haute sensibilité paysagère contrairement à l'affirmation de l'étude et qui remet en cause l'implantation d'au moins quatre éoliennes.
- La nécessité de préserver les paysages notamment au regard des articles du CWAATUP et de la convention de FLORENCE sur la protection des paysages
- La manipulation opérée dans le dossier des photomontages avec l'insertion de vues panoramiques tronquant le regard quant à l'impact visuel réel du projet
- Le caractère non durable du développement de l'énergie éolienne en Région wallonne notamment par la prolifération des projets et l'absence de véritable planification respectueuse des règles normales d'aménagement du territoire
- La contestation du régime dérogatoire au plan de secteur utilisé pour le projet
- Le projet n'est pas conforme aux prescriptions légales en vigueur, en zone agricole, qui prévoit que les lignes de force du paysage doivent être préservées, renforcées et non détruites
- L'absence d'étude suffisante des implantations alternatives des éoliennes
- La nécessité de n'autoriser ce type de projet que dans des zones déterminées et non n'importe où au gré des souhaits des promoteurs
- La mise en cause de l'effet bénéfique de l'éolien pour la lutte contre les changements climatiques en particulier de son importance au regard de l'intermittence de la production, de la nécessité de compenser les périodes de non production par des unités de production émettant davantage de CO<sub>2</sub> et par l'importance très relative de la production d'électricité dans la problématique des émissions de CO<sub>2</sub>, d'autant que le système énergétique belge se caractérise par une faible émission de CO<sub>2</sub> en raison de l'importance du nucléaire

- La mise en cause de l'efficacité énergétique réelle du projet notamment au regard de l'absence d'étude de vents sur le lieu d'implantation et du faible rendement énergétique envisagé même s'il est déjà surestimé
- La surenchère verte actuellement en cours au niveau politique et médiatique (certains parlent de l'obsession éolienne) conduisant à négliger les impacts du développement éolien au profit d'un bénéfice environnemental limité voire surevalué
- La remise en cause de l'utilité du projet au regard du potentiel éolien pouvant exister en off-shore au large des côtes belges avec un impact minimal par rapport au développement envisagé en Wallonie et dans le cadre de ce projet
- Les surcoûts que génère le développement de l'éolien pour le prix de l'électricité
- La remise en cause de la forte subsideation dont fait l'objet l'éolien lui donnant une rentabilité artificielle
- La sous-estimation des impacts réels du projet éolien en terme d'émissions de CO<sub>2</sub> au regard de la régulation thermique indispensable avec couplage d'une production émettrice de CO<sub>2</sub> en l'absence de vent suffisant pour compenser l'éolien
- La sous-estimation de l'impact du projet sur la faune présente dans les environs ou de passage lors des migrations et l'insuffisance des distances entre les éoliennes et les éléments naturels existants
- L'impact du projet sur la flore existante
- La proximité trop grande de certaines éoliennes par rapport à des habitations ou espaces naturels, le non respect de distances suffisantes par rapport aux habitations
- La présence à proximité du projet de noyaux importants d'habitats
- La dévaluation que va entraîner le projet pour les biens immobiliers des riverains
- Les riverains opposés au projet ne seront pas indemnisés, seuls les propriétaires des terrains sur lesquels les éoliennes et les câbles seront établis recevront une indemnisation et non les riverains les plus touchés au niveau de leur habitat
- La détérioration notable du cadre de vie et du bien-être des riverains
- La problématique du bruit et des infrasons générés par ces éoliennes pour des habitations situées trop près des éoliennes et la référence à ce sujet à des normes étrangères souvent plus contraignantes ou à des études proposant des distances plus importantes (notamment la recommandation de l'Académie française de Médecine pour une distance de 1500 m). les nuisances sonores en période nocturne sont également soulignées. Le non respect des conditions générales de bruit est souligné.

- L'absence ou la faiblesse des compensations financières aux riverains ou aux communes pour les dommages paysagers, visuels et sonores causés par le projet
- Le manque de précision quant au futur exploitant
- Les doutes sur la qualité de l'exploitant et les garanties qu'il peut présenter de sérieux et de solidité financière
- L'imprécision du dossier de demande de permis quant à la puissance des éoliennes qui seront installées et quant au type d'éoliennes.
- Imprécisions relatives aux chemins envisagés pour le projet et lacunes du dossier de permis à ce sujet
- L'imprécision du projet quant aux retombées économiques proposées
- Ces imprécisions font dire à certains que l'on risque de signer un chèque en blanc
- Le non-respect du cadre normatif et réglementaire dans le cadre de la demande de permis introduite par Windvision (imprécision du projet quant au type d'éoliennes qui sera installé, quant à la puissance et quant au futur exploitant, non respect de normes de bruit, de distance par rapport aux habitations, de normes en terme d'ombres portées)
- La mise en cause du caractère trop mercantile du projet
- Le non respect d'une série de recommandations contenues dans le cadre de référence adopté par le Gouvernement wallon pour les projets éoliens
- Le non respect ou l'insuffisance des distances entre les éoliennes
- Les limites du système de production d'électricité en terme de capacité à gérer les inconstances de la production d'électricité au départ de l'éolien
- La problématique des ombres portées générée par le projet et le non respect des normes dans ce domaine
- La problématique des vibrations
- La conception même du projet qui a voulu maximiser son profit économique au dépens d'une bonne intégration environnementale et sociale du projet
- La détérioration des chemins et l'atteinte aux randonneurs pédestres ou équestres notamment
- L'impact global du projet jugé significatif par de nombreuses personnes
- Les conséquences pour la santé des riverains proches du projet (infrasons, nuisances sonores, stress et maladies liées au stress que génère ce projet pour les riverains)

- La problématique de la pollution visuelle liée au balisage lumineux imposé en journée comme de nuit
  - La problématique de l'implantation dans une zone d'exercice militaire aérien et les risques d'accidents que cela crée
  - La nécessité d'imposer un cautionnement dans le chef de l'exploitant pour garantir le démantèlement futur du parc
  - La remise en cause de la qualité de l'étude d'incidences, de la minimisation voulue de certains impacts et de son objectivité
  - La critique du fait que le projet présenté ne respecte pas nombre de recommandations contenues dans l'étude d'incidences
  - La nécessité de réduire le nombre d'éoliennes, d'en supprimer un certain nombre pour supprimer les problèmes ou le non respect de certaines normes (éoliennes 1, 2, 5, 6, 9, 10, 11, 12, les éoliennes à moins de 800 m des habitations,...)
- Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de la commune de GESVES en date du 21 mars 2007 ;
- Vu l'avis défavorable émis par le Collège communal de la commune de OHEY en date du 21 mars 2007 ;
- Vu l'avis favorable sous conditions de BELGOCONTROL, envoyé le 15 février 2007, rédigé comme suit :

"Suite à votre lettre du 09/02/2007 sous réf. : D3100/91015/RGPED/2006/4/GM-PU, je vous informe que Belgocontrol n'a pas d'objection concernant l'objet susmentionné.

Pour Belgocontrol, les éoliennes ne doivent pas être balisées si elles ne dépassent pas 150m dans la zone demandée.

L'architecte est tenu d'avertir Belgocontrol minimum un mois avant la date de début des travaux.

Vu l'avis défavorable de la CCAT DE GESVES, envoyé le 20 mars 2007, et repris en annexe ;

Vu l'avis défavorable de la CCAT DE OHEY, envoyé le 05 avril 2007, rédigé comme suit :

"Vu la demande de permis unique introduit par WINDVISION BELGIUM Geldenaaksevest, 4 à 3000 LEUVEN relative à la construction et exploitation d'un parc de 12 éoliennes et d'une

cabine de tête sis à 5350 OHEY 5340 GESVES, LIEU DIT " Campagne de Borsu " - Section E n° 32B, 32C, 120B, 142, 159<sup>E</sup>, 161B.

Section D n° 5B, 52F, 57I, 87A, 118K2, 163B, 180K.

Attendu que l'avis de réception est daté du 18 décembre 2006 ;

Attendu que le projet présenté doit être soumis à enquête publique EN VERTU DES ARTICLES 25 à 41 DE L'ARRETE DU GOUVERNEMENT WALLON DU 04 JUILLET 2002 RELATIF A LA PROCEDURE ET A DIVERSES MESURES D'EXECUTION DU DECRET DU 11 MARS 1999 RELATIF AU PERMIS D'ENVIRONNEMENT.

Attendu que des avis annonçant ce projet ont été affichés conformément aux modalités déterminées par le CWATUP sur l'instruction et la publicité des demandes de permis unique, avec invitation à quiconque aurait des réclamations ou remarques à présenter, de les faire connaître par écrit au Collège des Bourgmestre et Échevins avant le 15 mars 2007 ;

Attendu que ce projet a donné lieu à 693 courriers d'observations et 469 signataires ;

Emet les remarques suivantes :

Vu la demande de permis unique introduite par Windvision Belgium SA, Geldenaaksevest 4 à 3000 Louvain, pour " construire et exploiter un parc de 12 éoliennes et d'une cabine de tête " sur des terrains situés dans la Campagne de Borsu, Terre aux Canards et Fabrique à Gesves et Ohey, cadastrés sur Ohey : 1 E 161 B, E 159 e, E 32 c, E 32 b, E 31 d, E 137 f, E 137 e, E 142, E 120 b, E100, E32d, E137h, E122, E120c ;

Vu que les installations et/ou activités concernées sont classées en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA

40.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électrique

Vu le rapport final de cette étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes dont les photomontages ;

Attendu qu'au plan de secteur de Namur, le projet se situe en zone agricole ;

Considérant que le projet déroge à la destination de la zone agricole telle que fixée par l'article 35 du CW A TUP, dans la mesure où les éoliennes ne relèvent pas du type d'actes et travaux ou activités admissibles dans cette zone ;

Vu l'article 127, §3 du CWATUP précisant que :

" Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup>, 5<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup>, et qui soit respecté, soit structuré, soit recomposé les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement. "

Vu les résultats de l'enquête publique réalisée du 14 février 2007 au 15 mars 2007 et le rapport de clôture de l'enquête publique ;

Après en avoir débattu les 26 février, 12 mars 2007 et 02 avril 2007 ;

La CCAT tient en remarque préalable affirmer son intérêt pour le développement de l'énergie éolienne en Région wallonne considérée comme une énergie renouvelable intéressante dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. Elle est également prête à envisager un tel développement sur le territoire de la commune d'Ohey tout en souhaitant la préservation du cadre de vie des habitants et des paysages. Elle estime cependant que ce développement doit veiller à sa meilleure intégration dans les territoires d'implantation des éoliennes de manière à en réduire de manière optimale les nuisances et à préserver la qualité des paysages condructions.

En ce qui concerne le projet Windvision pour lequel elle est consultée, la CCAT est sensible à l'impact qu'aura le projet sur le cadre de vie des habitants des deux communes. L'étude d'incidences souligne à ce propos " que le site retenu pour l'implantation du parc éolien présente une sensibilité élevée en ce qui concerne le cadre humain et le milieu naturel. " (p.15) " les lignes de crête (tiges), marquées par le développement de l'habitat ou de la végétation constituent les lignes de force du paysage actuel(...) "(p.21). De manière générale, étant donné le développement de l'habitat sur les lignes de crête, il convient d'accorder une attention particulière à la perméabilité visuelle du parc éolien depuis les vues orientées nord-sud. " (p.22) et que la présence dans un rayon d'un kilomètre du noyau central de deux villages de taille importante (Gesves et Ohey) accentue la sensibilité du projet.

La CCAT est également attentive aux impacts paysagers du projet au regard de la sensibilité paysagère de la zone d'implantation et de la qualité des paysages présents sur les territoires de Gesves et d'Ohey.

La CCAT est encore attentive aux impacts potentiels du projet sur les zones Natura 2000 situées à proximité.

C'est la raison pour laquelle elle a examiné avec précision les incidences du projet.

La CCAT constate que le projet éolien est beaucoup trop important au regard de son enclavement entre deux noyaux importants d'habitat et que tant le trop grand nombre que la proximité d'un nombre important d'habitations par rapport à un parc éolien d'une telle ampleur constitue un problème d'intégration important du projet, que le cadre de vie de ces habitants

s'en trouvera altéré de manière trop importante (impact paysager et nuisances sonores et visuelles).

La CCAT constate que le projet prévoit la création de 8 nouveaux chemins pour rejoindre les éoliennes 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 12 et le renforcement de 5 chemins agricoles existants pour accéder aux éoliennes 1, 2, 4, 10 et 11. Ce projet implique donc la création ou le renforcement de trop nombreux chemins d'accès alors même que le cadre de référence établi par la Région wallonne recommande de limiter au maximum les chemins d'accès.

La CCAT regrette également que l'implantation du projet dans des zones d'exercices militaires aériens conduit à la nécessité d'un balisage lumineux important porteur de nuisances visuelles supplémentaires.

La CCAT remarque également que le projet en question conduit à retirer plus d'un hectare et demi de terrain à l'exploitation agricole.

La CCAT constate que le projet s'implante à proximité de zones Natura 2000, que les incidences potentielles de ce projet sur la faune de cette zone ne peuvent être niées et que le déplacement de l'éolienne 12 d'une cinquantaine de mètres est insuffisant à ce propos, qu'en outre le projet s'installe dans une zone où certaines espèces très protégées sont régulièrement observées comme les cigognes et certains rapaces considérés comme menacés.

La CCAT souligne également la présence de certaines espèces rares qui fréquentent le site d'implantation comme le balbuzard pêcheur en raison de la présence de nombreux points d'eau tout autour du site. Le projet tel que présenté n'est pas compatible avec une bonne préservation de ces espèces en raison de l'implantation des éoliennes 3, 5 et 12.

La CCAT constate que le projet tel que présenté n'est pas acceptable sur le plan de l'aménagement du territoire au regard en particulier de l'insuffisance de son intégration paysagère, du nombre trop important d'éoliennes envisagées, de leur disposition mal appropriée, de leur implantation en deux lignes sur plus de 3km, de leur situation en un lieu participant à la qualité paysagère de la région qui conduit à une trop forte visibilité et à un impact paysager beaucoup trop massif sur les paysages obeytois et gesvois.

Dans ce contexte, la CCAT souligne les éléments suivants :

- le projet s'insère à proximité des périmètres d'intérêt paysager de la Campagne d'Ohey, de Francesse, du Château de la Neuve Cour et du Château de Wagnée et de lieux considérés comme points de vue remarquables selon l'étude d'incidences, à savoir le Château de Wallay et Francesse ;
- Certains patrimoines protégés, classés comme le château d'Hodoumont, Libois se trouvent dans la zone de visibilité du parc éolien ;
- même si le projet ne s'implante pas directement au sein de ces zones, il n'en reste pas moins qu'il s'implante à proximité immédiate et qu'il aura un impact incontestable sur la qualité paysagère de ces zones ;

- le projet s'insère dans un territoire recensant deux périmètres d'intérêt culturel, historique et esthétique, à savoir les entités villageoises de Sorée et de Florée qui " en raison de leur configuration, de l'engendrement et de la qualité de l'habitat traditionnel bien représenté, confèrent à la région une qualité patrimoniale et esthétique " ;

- la carte des contraintes paysagères et environnementales pour la détermination de zones d'exclusion au développement éolien établie par le laboratoire d'Aménagement des Territoires de la FUSAGx sous la direction du Professeur Feltz à la demande du Ministère de l'Aménagement du Territoire, financée par la Région, indique que le projet s'inscrit dans une zone de sensibilité paysagère mais également partiellement dans une zone de haute sensibilité paysagère ;

- il convient d'être particulièrement attentif à l'impact paysager du projet vu l'absence de détermination de périmètres d'intérêt paysager par l'ADESA et vu la grande qualité du paysage singularisé par une alternance de têtes gréseuses (tuges) et de dépressions calcaires (chavées) caractéristiques du paysage condruzien ;

- l'impact visuel des éoliennes n'est pas rapidement absorbé par le relief en raison de leur dimension, en rupture d'échelle, et de leur position sur une zone sommitale ;

- l'étude d'incidences reconnaît elle-même que " la qualité paysagère du périmètre local est élevée étant donné les paysages de qualité du Condroz et de la Vallée du Samson au sein de laquelle le projet vient s'insérer. En outre, des ensembles structurés encadrent le projet tels que les villages de Gesves, Sorée et Florée et les périmètres d'intérêt paysager qui leur sont associés. Quelques points et lignes de vues offrent des vues panoramiques de qualité vers ces villages d'intérêt et leur campagne environnante étant donné l'ouverture du paysage aux abords du site. La présence de massifs boisés, bosquets et alignements d'arbres ponctuent ce paysage ouvert et lui confère un intérêt certain " ;

La CCAT souligne encore que l'étude d'incidences conclut sur l'incidence paysagère que " concernant l'insertion du projet dans le paysage actuel, la visibilité du parc peut être qualifiée de moyenne à l'échelle de la Région wallonne avec cependant un paysage relativement ouvert favorisant la perception des éoliennes à de plus grandes distances dans la direction sud-ouest/nord-ouest depuis les milieux environnants. En outre, le site éolien et ses abords présentent une bonne qualité paysagère en raison de la longueur des vues qui s'y dégagent. Le parc affectera la qualité paysagère du site et des périmètres d'intérêt recensés à l'est et au sud du parc " , que " l'impact visuel du parc est important pour les habitations périphériques et celles situées sur les points hauts de Gesves, de Sorée, du hameau de Space et depuis la périphérie sud de Ohey " , que " l'occupation du champ de vision est importante depuis les points de vue situés respectivement au sud-est (entité de Sorée) et au nord-ouest (entité de Gesves) compte tenu de la distance (de l'ordre de 3 km) séparant l'éolienne 1 et 12 " et évoque " une visibilité plus aléatoire depuis les autres points de vues et notamment depuis les entités de Gesves et de Sorée. "

La CCAT partage cette conclusion en constatant que les photomontages démontrent des défauts importants du projet en termes de visibilité à de nombreux endroits et de visibilité à de



nombreuses reprises problématique qui conduit à une déstructuration du paysage en de nombreux endroits.

La CCAT estime donc qu'au regard de cet impact paysager trop important, les conditions exigées par le législateur pour autoriser la dérogation envisagée sur base de l'article 127, §3 ne sont en aucun cas rencontrées

La CCAT décide pour ces différentes raisons d'émettre un avis défavorable sur le projet de parc éolien objet de la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée (5 voix approuvent l'avis défavorable, 1 s'abstient et 1 voix se prononce contre l'avis défavorable).

Après en avoir délibéré ;

La CCAT décide pour ces différentes raisons d'émettre un avis défavorable sur le projet de parc éolien objet de la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée (5 voix approuvent l'avis défavorable, 1 s'abstient et 1 voix se prononce contre l'avis défavorable).

"

Vu l'avis favorable sous conditions de la CRAT, envoyé le 17 avril 2007 et repris en annexe ;

Vu l'avis favorable sous conditions du CWEDD, envoyé le 13 mars 2007, et repris en annexe ;

Vu l'avis favorable sous conditions de D131-DIRECTION DES ROUTES DE NAMUR, envoyé le 16 février 2007, rédigé comme suit :

"Le MET n'a pas d'objection à émettre au projet et souhaite seulement être averti lors de la demande de raccordement en alimentation.

"

Vu l'avis favorable sous conditions de DGA-SERVICE EXTÉRIEUR DE WAVRE, envoyé le 20 mars 2007, rédigé comme suit :

"J'ai l'honneur de vous communiquer mon avis concernant la demande référencée ci-dessus :

#### Avis d'implantation

La demande ne concerne pas une activité agricole. Implantation dans un beau bloc de culture induisant un mitage important de la zone, une augmentation des difficultés d'exploitation et une incidence paysagère non négligeable. La réorganisation des parcelles agricoles ayant déjà été négociée avec les agriculteurs concernés, pas de remarque particulière. AVIS FAVORABLE

#### Avis technique

L'implantation du cheminement d'accès aux éoliennes se fera de manière à limiter au maximum le mitage de la zone. Les câbles seront enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles. Une attention particulière sera apportée au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles.

"

Vu l'avis favorable sous conditions de DGRNE-DNF SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE NAMUR, envoyé le 10 avril 2007 et repris en annexe ;

Vu l'avis favorable sous conditions de DGTRE-DE-DIRECTION DE LA DISTRIBUTION D'ENERGIE, envoyé le 23 mars 2007, rédigé comme suit :

"L'avis de la Division de l'Energie est favorable.

Il est cependant conditionné par l'obtention d'une permission de voirie pour occupation du domaine public, communal, (Gesves et Ohay) et régional (Routes nationales N946 et 942) par les câbles de raccordement des éoliennes entre elles et au réseau.

La demande est à introduire par le demandeur auprès de nos services selon les termes de l'Arrêté du 26 novembre 1973 relatif aux permissions de voirie (M.B. du 27 novembre 1974).

Au cas où le gestionnaire du réseau de distribution (A.I.E.G.) prend en charge le raccordement de la cabine de tête au réseau et intègre ce tronçon dans son réseau, il devra introduire également une demande de permission de voirie correspondant à ce tronçon.

"

10. Vu l'avis favorable sous conditions de MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, envoyé le 08 mars 2007 et repris en annexe ;

11. Vu l'avis favorable sous conditions de MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS, AÉRONAUT., envoyé le 05 avril 2007 et repris en annexe ;

Considérant que la demande a été introduite dans les formes prescrites ;

Vu que le bien est repris au plan de secteur en zone agricole ;

Considérant que le projet n'est pas conforme à la destination générale de la zone telle que définie dans l'article 35 du Code wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme et du Patrimoine ;

Vu que le bien est situé dans le périmètre du schéma de structure communal en *périmètre de grande sensibilité paysagère* pour une éolienne et en *zone agricole* ;

Considérant que le projet est en contradiction avec le *périmètre de grande sensibilité paysagère* du schéma de structure communal ;

Vu que le bien est situé dans le périmètre du Règlement Communal d'Urbanisme en *aire agricole de paysage ouvert à maintenir* ;

Considérant que l'enquête publique réalisée conformément à l'article 24 à 26 du décret relatif au permis d'environnement a suscité de nombreuses remarques et réclamations.

Vu les synthèses des réclamations ;

Vu l'avis favorable du CWEDD sur l'opportunité environnementale du projet qui appuie les recommandations émises par l'auteur de l'étude tout en insistant plus particulièrement au point de vue aménagement sur :

- la remise en état, après chantier, notamment des talus, haies ou bosquets qui seraient endommagés par les travaux ;
- le déplacement de l'éolienne 12 ;
- l'utilisation locale des terres excavées (ou leur évacuation par les filières appropriées) ;

Vu l'avis favorable émis par la CRAT en date du 17/04/2007 pour autant qu'en terme d'aménagement les conditions suivantes soient respectées :

- Suppression des éoliennes 1 et 12 ;
- Déplacement de l'éolienne 4 pour la situer dans l'axe de la ligne formée par les éoliennes 1, 2, 6, 8 et 10 ;
- La constitution d'un fond de réserve garantissant le démantèlement des installations et la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc ainsi que l'enlèvement des fondations ;

Vu l'avis favorable émis par la DNF en date du 10/04/2007 notamment en matière d'aménagement aux conditions suivantes :

- éloigner l'éolienne n° 12 du boisement feuillu ;
- supprimer ou réduire au strict minimum le balisage des éoliennes ;
- intégrer les locaux techniques à l'intérieur des mâts ;
- préserver le caractère enherbé des aires de manutention et accès ;
- éviter les clôtures autour de ces aires ;

Considérant, qu'en dehors de la signalisation qui doit rester certes minimale tout en garantissant la sécurité, les arguments extraits de l'avis de la DNF sont fondés ;

Vu l'avis défavorable émis par la CCAT d'Ohey en date du 02/04/2007 ;

Vu l'avis défavorable émis par la CCAT de Gesves en date du 20/03/2007 ;

Vu l'avis défavorable émis par le Collège Communal d'Ohey en date du 04/04/2007 ;

Vu l'avis défavorable émis par le Collège Communal de Gesves en date du 21/03/2007 ;

Considérant qu'en terme d'aménagement, tant l'avis des Collèges communaux que des CCAT sont fondés principalement sur l'impact paysager du projet ;

Considérant qu'il ressort de l'étude d'incidence que :

- l'impact du parc éolien sur le patrimoine de la région est limité ;
- la visibilité du parc peut être qualifiée de moyenne à l'échelle de la région wallonne. Le parc affectera la qualité paysagère du site mais le choix d'une implantation « linéaire » de deux lignes de 6 éoliennes parallèles à la topographie locale est intéressant ;
- la perception visuelle du parc diffère fortement en fonction de la position de l'observateur mais il sera important depuis les points hauts de Gesves, de Sorée, du hameau de Space et depuis la périphérie Sud de Ohey ;
- la configuration du parc permet une bonne lisibilité paysagère depuis la majorité des points de vues ;
- le critère de structure est respecté depuis la majorité des vues éloignées mais pas respecté à proximité du parc depuis certains points de vue dû au contraste d'échelle et de couleur ;

Vu les lieux ;

Considérant qu'il ressort du plan d'implantation que l'éolienne n° 4 s'implante globalement dans l'alignement des autres éoliennes ;

Considérant que l'éolienne n°1 en se rapprochant de la zone d'habitat à caractère rural présente un impact visuel trop important ;

Considérant que l'implantation de l'éolienne n° 12 située au schéma de structure communal *en périphérie de grande sensibilité paysagère*, à proximité immédiate d'une zone boisée doit être supprimée ;

Vu le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne ;

Considérant que le projet respecte ce cadre ;

Considérant que le projet s'implante plus ou moins parallèlement aux lignes de forces du paysage marquées ici par la succession des tiges et thalwegs, qu'il respecte tout en les accentuant les lignes de forces du paysage et rencontre ainsi la condition d'application de l'article 127§ 3 du CWATUP ;

Considérant, pour autant que l'on supprime les éoliennes n° 1 et 12 et que l'on respecte les remarques extraites des avis du CWEDD, de la CCAT et de la DNF, que le projet pourrait être autorisé ;



Considérant que l'avis des Conseils Communaux tant de Gesves (21/03/2007) que d'Ohey (02/05/2007) sont défavorables ;

Considérant que les motifs justifiant ces avis défavorables apparaissent bien légers par rapport à l'ampleur du projet ;

Considérant toutefois que le Conseil Communal est seul compétent en matière de voirie ;

Considérant qu'il est dès lors prématuré d'autoriser la demande ;

Considérant que la demande de permis unique a été déposée à l'administration communale le 19 décembre 2006, transmise par celle-ci au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué par envoi postal du 20 décembre 2006 et enregistrée dans les services respectifs de ces fonctionnaires en date du 20 décembre 2006 ;

Considérant que la demande a été jugée incomplète par le fonctionnaire technique et le fonctionnaire délégué par courrier commun du 09 janvier 2007 ; que les documents manquants ont été envoyés par le demandeur à la commune en date du 19 janvier 2007 ; que ces documents ont été transmis au fonctionnaire technique et au fonctionnaire délégué en date du 22 janvier 2007 et reçus par ces fonctionnaires en date du 24 janvier 2007 ;

Considérant que la demande a été jugée complète et recevable en date du 07 février 2007 par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué et que notification en a été faite à l'exploitant par lettre recommandée à la poste à cette date ;

Considérant que, en application de l'article 92, § 5, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée à l'exploitant par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 14 juin 2007 ;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur et de l'instruction administrative que la demande vise à :

*Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes*

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

N° 40.10.01.01.02, Classe 2

Production d'électricité - Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA

N° 40.10.01.04.03, Classe 1

Production d'électricité - Éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électriques



Considérant qu'une phase de consultation du public a été organisée préalablement à l'introduction de la demande et à la réalisation de l'étude d'incidences sur l'environnement ;

## ARRETE

**Article 1.** L'implantation et l'exploitation de l'établissement décrit au préambule de la présente décision sont **refusées**.

**Article 2.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 3.** Un recours auprès du Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial est ouvert à toute personne physique ou morale justifiant d'un intérêt.

Sous peine d'irrecevabilité, le recours doit être adressé par lettre recommandée à la poste avec accusé de réception ou remis contre récépissé au fonctionnaire technique compétent sur recours - Ministère de la Région wallonne c/o Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes) - dans un délai de vingt jours :

1° à dater de la réception de la décision pour le demandeur ;

2° à dater du premier jour de l'affichage de la décision pour les autres personnes. Si la décision est affichée dans plusieurs communes, le délai est prolongé jusqu'au vingtième jour suivant le premier jour de l'affichage dans la commune qui y a procédé la dernière.

Le recours n'est pas suspensif de la décision attaquée. Il est introduit selon les dispositions de l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, et, notamment, en utilisant exclusivement le formulaire repris à l'annexe XI de l'arrêté précité

Un droit de dossier de 25,00 euros est à verser sur le compte 091-2150215-45 de la Division de la Prévention et des Autorisations, avenue Prince de Liège, 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

**Article 4.** Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.

## Article 5. La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :
  - WINDVISION BELGIUM SA, Geldenaaksevest n° 4 à 3000 LOUVAIN ;
  - au Collège communal de et à 5340 GESVES ;
  - au Collège communal de et à 5350 OHEY ;
2. En copie libre et par pli ordinaire :
  - à BELGOCONTROL SA, Chaussée de Tervuren n° 303 à 1820 STEENOKKERZEEL ;
  - à la CCAT DE GESVES GESVES, Chaussée de Gramptinne n° 112 à 5340 GESVES ;
  - à la CCAT DE OHEY OHEY, Place Roi Baudouin n° 80 à 5350 OHEY ;
  - à la CRAT, Rue du Vertbois n° 13 bte c à 4000 LIEGE ;
  - au CWEDD, Rue du Vertbois n° 13 bte c à 4000 LIEGE ;
  - à la D131-DIRECTION DES ROUTES DE NAMUR, Avenue Gouverneur Bovesse n° 37 à 5100 JAMBES ;
  - à la DGA-SERVICE EXTÉRIEUR DE WAVRE, Avenue Pasteur n° 4 à 1300 WAVRE ;
  - à la DGRNE-DNF SERVICES EXTÉRIEURS-DIRECTION DE NAMUR, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;
  - à la DGTRÉ-DE-DIRECTION DE LA DISTRIBUTION D'ENERGIE, Avenue Prince de Liège n° 7 à 5100 JAMBES ;
  - au MINISTÈRE DE LA DÉFENSE NATIONALE, rue d'Evere n° 1 à 1140 EVERE ;
  - au MINISTÈRE DES COMMUNICATIONS, AÉRONAUT. ASBL, rue du Progrès n° 80 à 1030 BRUXELLES ;
  - à la DGRNE-DPE Services extérieurs-Direction de Namur, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;

Fait à Namur, le 11 juillet 2007

Signatures

Le fonctionnaire délégué

  
Marc TOURNAY

Le fonctionnaire technique

  
Annick FOURMEAUX

Par Annick FOURMEAUX

25/07/2007

Province de  
**NAMUR**

Arrondissement de  
**NAMUR**

Commune d'  
**OHEY**

## EXTRAIT DU REGISTRE AUX DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAL

SEANCE DU 02 MAI 2007

Présents : de LAVELEYE Daniel

Président

HELLIN Didier – SERVAIS Bénédicte - GILON Michel

Echevins

DUBOIS Dany

Président CPAS

DEGLIM Marcel - HUBRECHTS René – DEPAYE Alexandre -  
MOYERSOEN Benoît – BERNARD Marc – KALLEN-LOROY  
Rosette – MESSERE Laurent – DE CAUSMAECKER Johan –  
HANSOTTE Pascal – MARCHAND Benoît

Conseillers

MATHIEU Michel

Secrétaire

Séance publique

## LE CONSEIL COMMUNAL

### PERMISSION DE VOIRIE – PROJET DE CONSTRUCTION ET D'EXPLOITATION D'UN PARC EOLIEN ET D'UNE CABINE DE TÊTE - DECISION

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu la demande de permis unique de la S.A. WINDVISION BELGIUM S.A. relatif à l'établissement suivant : construire et exploiter un parc éolien de 12 éoliennes (001 à 012) et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques :

- 40.10.01.02 : transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1,500 kVA ;

- 40.10.01.04.03 : éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électrique ;

sur un terrain situé Campagne de Borsu, Terre aux Canards et fabrique à Gesves et Ohey, cadastré :

- Ohey : 1°161b, E159e, E32c, E32b, E137d, E137e, E142, E120b, E100, E32d, E32e, E137h, E122, E120 ;

- Gesves, 1D118y, D118x, V118v, D118a2, D118b2, D118c2, D118k2, D87a, D86d, D82b, D93c, D52f, D49c, D57L, D118e2, D5b, D4b, D183b, D150b, D180k, D86d ;

Attendu que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;

Considérant que le projet est situé en *zone agricole de grande sensibilité paysagère* (en partie : une éolienne) et les différents impacts qu'il implique ;

Vu la demande de permission de voirie émanant du fonctionnaire technique dans son courrier du 8 février 2007 en vue de l'établissement de lignes électriques souterraines sous les voiries publiques ;

Vu le tracé de principe des lignes électriques enterrées (annexe 5), les tracés définitifs du chemin de câble sera réalisé après sondage des impétrants existants sur le site ;

Vu les chemins concernés et situation, ainsi que le passage sur domaine public pour les chemins concernés ;

Vu les dispositions particulières du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement au projet mixte impliquant une modification à la voirie communale ;

Vu l'article 96 dudit décret qui stipule que lorsque le projet mixte implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, le Conseil Communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et délibère sur les questions de voirie avant que l'autorité compétente ne statue sur la demande de permis ;

Vu les résultats de l'enquête publique réalisée du 14/02/2007 au 15/03/2007 ;

Vu l'avis défavorable rendu par le Collège Communal sur la demande de permis unique de la S.A. WINDVISION BELGIUM S.A. susmentionnées ;

Vu la délibération du Conseil Communal de Gesves du 21 mars 2007 rejetant la demande de WINDVISION pour ce qui concerne les permissions de voirie demandées sur le territoire de Gesves ;

Considérant que le Conseil Communal est invité à se prononcer sur l'aspect de la modification de voirie (traversée souterraine du réseau électrique et renforcement de l'assiette de certains chemins) sur base de l'article 96 du décret sur le permis d'environnement et se prononcer sur la concession du domaine public en sous-sol pour le placement du réseau de câbles ;

Considérant qu'un courrier de la DPA de Namur précise qu'aucune enquête publique complémentaire n'est nécessaire pour la modification/ouverture des voiries et que conformément à l'article 28 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, l'avis du Conseil Communal est requis eu égard à la demande de permission de voirie en vue de l'établissement de lignes souterraines sous les voiries publiques ;

Considérant que le porteur de projet a introduit en parallèle de la demande de permis unique, une demande de permission de voirie pour la pose de câbles sur le domaine public, que la DGTRE, instance qui instruit le dossier, a sollicité un complément de plans, notamment pour les croisements avec la route de Borsu et que la Commune de Gesves sera à nouveau consultée dans le cadre de cette procédure ;

Considérant que cette demande de permission de voirie est attachée au projet d'implantation du parc éolien envisagé par WINDVISION et objet d'une demande de permis unique sur lequel le Collège a rendu un avis défavorable motivé ;

Considérant que WINDVISION signale dans son mail du 14 mars 2007 adressé à l'Administration Communale de Gesves qu'aucun plan précis n'a été établi pour le moment, seul un tracé indicatif est fourni avec les autres éléments du dossier de permis unique ;

Considérant que la demande de permission de voirie introduite par WINDVISION et que le mémoire descriptif manquant de précision quant aux modifications exactes qui seront portées aux chemins communaux et à l'implantation exacte des câbles et que le demandeur s'est fondé sur la situation de terrain sans procéder aux vérifications suffisantes quant à l'exact tracé des chemins communaux concernés notamment dans l'atlas des chemins, qu'aucun relevé précis permettant cette vérification n'a été réalisée par le demandeur ;

Le vote donne le résultat suivant :

- 11 voix POUR (HELLIN – SERVAIS – GILON – DUBOIS – DEGLIM – DEPAYE – MOYERSOEN – BERNARD – MESSERE – DE CAUSMAECKER – de LAVELEYE)
- 2 voix CONTRE ( HUBRECHTS – MARCHAND )
- 2 ABSTENTIONS ( KALLEN-LOROY – HANSOTTE )

DECIDE

de rejeter la demande de permission de voirie introduite par S.A. WINDVISION Belgium dans le cadre de la demande de permis unique relatif à la construction et à l'exploitation d'un parc éolien, de douze éoliennes et d'une cabine de tête sur les Communes de Gesves et d'Ohey.

PAR LE CONSEIL

Le Secrétaire,  
s) M. MATHIEU

Le Président,  
s) D. de LAVELEYE

POUR EXTRAIT CONFORME

Le Secrétaire,  
Michel MATHIEU



Le Bourgmestre,

Daniel de LAVELEYE

de rejeter la demande au motif que le dossier présenté n'est pas suffisamment précis et complet en matière de traversées des voiries communales et de modification de tracé des voiries communales menant aux différents sites d'implantation visés.

Ainsi délibéré en séance à GESVES, les jour, mois et an susdits.  
Copie de la présente sera adressée aux autorités et services concernés.

Le Secrétaire Communal,

(s) D. BRUAUX

Le Secrétaire Communal,

D. BRUAUX

Par le Conseil communal,

Le Président,  
(s) J. PAULET

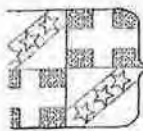
Pour extrait conforme,

Le Bourgmestre,

José PAULET







**PERMIS UNIQUE WINDYVISION BELGIUM SA - CONSTRUIRE ET EXPLOITER UN PARC DE 12 ÉOLIENNES ET UNE CABINE DE TÊTE CAMPAGNE DE BORSU, TERRE AUX CANARDS ET FABRIQUE GESVES ET OHEY**

**LE COLLEGE COMMUNAL,**

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;  
Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;  
Vu le Code Wallon de l'Aménagement du Territoire, de l'Urbanisme, du Logement et du Patrimoine (CWATUP) ;  
Vu la demande de permis unique introduite par la SA WINDYVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant : Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes (0001 à 1012) et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques :

40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA  
40.10.01.04.03 : Éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électrique sur un terrain situé Campagne de Borsu, Terre aux Canards et Fabrique à Gesves et Ohey, cadastre Ohey : 1E161b,E159e,E32c,E32d,E137f,E137g,E142,E120b,E100,E32d,E32e,E137h,E122,E120c;  
Gesves:1D118y,D118x,V118v,D118a2,D118a2,D118a2,D118a2,D86a,D92b,D93c,D52f,D49c,D57L,D118a2,D5b,D4b,D163b,D150b,D180k,D86d;

Considérant qu'il résulte des éléments du dossier déposé par le demandeur que la demande vise à implanter et exploiter un parc de 12 éoliennes d'une puissance maximale unitaire de 3 MW sur les territoires de Gesves et d'Ohey, dont 7 éoliennes situées sur le territoire de GESVES aux lieux-dits « Campagne de Borsu », « Terre aux Canards » et Fabrique; Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées en classe 1 par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées;

Attendu que l'avis de réception du dossier complet et recevable émanant du fonctionnaire technique porte la date du 08/02/2007 et a été reçu par recommandé postal le 09/02/2007 ;

Considérant que les fonctionnaires technique et délégué invitent, en date du 9 mars 2007, le collège à remettre un avis sur l'aspect dérogatoire au plan de secteur ;

Considérant que le dossier a été introduit et réceptionné à la DGATLP - Division de la prévention et des autorisations rue Nanson 98 à 5000 NAMUR en date du 20/12/2006 et qu'il a été déclaré complet et recevable en date du 08/02/2007 ;  
Vu les pièces exigées pour constater que la publicité voulue a été donnée à la demande;

Vu le procès-verbal de l'enquête publique d'une durée de 30 jours, duquel il résulte que l'installation projetée a rencontré plusieurs lettres de remarques;

Considérant que l'avis du collège communal doit être remis dans les 60 jours à dater de la saisine (comme toute autre instance consultée) datée du 9 février 2007, l'avis du collège doit parvenir aux fonctionnaires technique et délégué pour le 10 avril 2007.

Attendu que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur de Namur adopté par Arrêté de l'Exécutif Régional Wallon du 14/05/1986 et qui n'a pas cessé de produire ses effets pour le bien précité;

Considérant que le projet est situé en périmètre de grande sensibilité paysagère (en partie : une éolienne) et en zone agricole au schéma de structure communal adopté par le conseil communal du 12 décembre 2003;

Attendu que le projet est situé en aire agricole de paysage ouvert "à maintenir" au règlement communal d'urbanisme adopté définitivement par le conseil communal du 22 mars 2006 et approuvé par Arrêté Ministériel du 20/07/2006 (M B 20/09/2006);

Vu l'article 35 du CWATUP définissant la zone agricole ;  
Considérant que le projet déroge à la destination de la zone agricole telle que fixée par l'article 35 du CWATUP, dans la mesure où les éoliennes ne relèvent pas du type d'actes et travaux ou activités admissibles dans cette zone;

Considérant que le projet déroge à l'aire agricole ouverte à « maintenir » qui stipule que : « A. Gesves et Sorée : le plateau de champs ouverts compris entre Haut-Bois et Sorée incluant Space, ainsi qu'entre Sorée et Ohey est une aire agricole de paysage ouverts du règlement communal d'urbanisme » ;

Considérant que le projet est en contradiction (éolienne 12) avec le périmètre de grande sensibilité paysagère défini au schéma de structure communal ;

Considérant que le périmètre de sensibilité paysagère du schéma de structure présente une haute sensibilité visuelle à toute nouvelle implantation et qu'en afin de préserver ces aires de vues longues, tous actes et travaux doivent faire preuve d'un effort significatif d'intégration visuelle

Considérant que lors de la délivrance de permis, le critère d'impact visuel au sens de la fermeture des vues longues et de l'inter-visibilité (habitat proche, route de passages fréquents, ...) du projet doit être particulièrement étudié.

Considérant que les espaces concernés sont :

- A. Gesves :
  - la plaine alluviale et les versants de la plaine du ruisseau des Fonds de Gesves,
  - la plaine alluviale du Samson depuis Francèsse jusqu'à Houyou en passant par Champia,
  - les Campagnes entre Pourtau et Houyou et la vallée du ruisseau de Hottie;
- A. Sorée, l'enveloppe paysagère du village délimitée par l'ensemble des points de vue les plus intéressants

Vu l'article 127, §3 du CWATUP précisant que :

« Pour autant que la demande soit préalablement soumise aux mesures particulières de publicité déterminées par le Gouvernement ainsi qu'à la consultation visée à l'article 4, alinéa 1<sup>er</sup>, 3<sup>o</sup>, lorsqu'il s'agit d'actes et travaux visés au paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, 4<sup>o</sup> et 7<sup>o</sup> et qui soit respectivement, soit structurellement, soit recomposent les lignes de force du paysage, le permis peut être accordé en s'écartant du plan de secteur, d'un plan communal d'aménagement, d'un règlement communal d'urbanisme ou d'un plan d'alignement. »

Considérant que la demande de permis se rapporte à un bien situé en partie dans une zone de prise d'eau, de prévention ou de surveillance au sens du décret du 30 avril 1990 relatif à la protection et l'exploitation des eaux souterraines et des eaux potabilisables modifié dernièrement par le décret du 15 avril 1999 relatif au cycle de l'eau et instituant une société publique de gestion de l'eau et complété par le décret du 12 décembre 2002 ;

Considérant que la demande se rapporte à un bien situé dans le périmètre de protection, établissant les zones de prévention rapprochée et éloignée des ouvrages de prise d'eau souterraine de catégorie B dénommés « Houte E1, Houyou G1 » sis sur le territoire de la commune de Gesves, désigné par arrêté ministériel du 20 décembre 2005 ;

Considérant que la tour des éoliennes présenterait une hauteur maximale de 100 mètres; que le rotor aurait un diamètre maximal de 94 mètres; que la hauteur totale des éoliennes serait de 147 mètres maximum et qu'elle serait de teinte blanc cassé;

Considérant que conformément à l'Arrêté du Gouvernement wallon du 04 juillet 2002 fixant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées, le projet a fait l'objet d'une étude d'incidences sur l'environnement ;

Vu le rapport final de cette étude d'incidences, le résumé non technique et les annexes dont les photomontages ;  
Considérant que les incidences tant négatives que positives du projet ont été évaluées dans le cadre de l'étude d'incidences dans les domaines sonore, de l'ombrage, de la qualité de l'air, du sol et du sous-sol, de l'eau, de la faune et de la flore, ainsi que du contexte humain en général ;

Vu l'enquête publique réalisée du 14/02/2007 au 15/03/2007 ;

Vu la séance de clôture organisée par le collège le 15/03/2007 à 12h00 ;

Vu les nombreuses réclamations (1229) et observations synthétisées comme suit (voir rapport annexe) ;

Considérant le nombre important de courriers adressés lors de l'enquête publique à savoir :

- d'une part 829 courriers dont 744 faisant état d'une opposition au projet pour 79 étant favorables au projet dans son état ou moyennant modification ou réduction du nombre d'éoliennes

- et d'autre part une pétition de 440 signatures faisant état d'une opposition au projet de parc éolien sur Gesves et Ohey,
- ainsi que 45 courriels-pétitions faisant état d'une opposition au projet de parc éolien ;

Vu l'avis de la CCAT approuvé en séance du 20 mars 2007 qui précise que : « Le président ouvre la séance et demande que toute personne directement concernée par ce dossier s'abstienne de participer aux délibérations et aux votes. L'avis de la CCAT est motivé par ses compétences d'avis de la CCAT en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme notamment sur la matière paysagère

Les membres présentent leur point de vue et analyse sur les documents consultés ;

Vu la demande de permis unique de la SA WINDYVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant : Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes (0001 à 1012) et d'une cabine de tête, ayant comme caractéristiques :

40.10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA

40.10.01.04.03 : Éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électrique

sur un terrain situé Campagne de Borsu, Terre aux Canards et Fabrique à Gesves et Ohey, cadastre

Ohey : 1E161b,E159e,E32c,E32d,E137f,E137g,E142,E120b,E100,E32d,E32e,E137h,E122,E120c;

Gesves:1D118y,D118x,V118v,D118a2,D118a2,D118a2,D118a2,D86a,D92b,D93c,D52f,D49c,D57L,D118a2,D5b,

D4b,D163b,D150b,D180k,D86d;



Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur ;  
 Considérant que le projet est situé en partie en périmètre de grande sensibilité paysagère (une éolienne) et en zone agricole au schéma de structure communal ;  
 Considérant que le projet est situé en aire agricole ouverte "à maintenir" au règlement communal d'urbanisme ;  
 Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Houte ;  
 Considérant la dérogation au plan de secteur au motif de la zone agricole ;  
 Considérant la dérogation au règlement communal d'urbanisme au motif de l'existence d'un périmètre de grande sensibilité paysagère pour l'éolienne 12 ;  
 Considérant que ce projet se situe dans une zone de vies longues caractéristiques de cette zone qui sont maintenues ;  
 Considérant l'incidence sur le paysage local ;  
 Considérant la présence de deux périmètres RGSBR autour du projet (Petite Gesves et Sorée) ;  
 Considérant que les paysages sont évolutifs ;  
 Considérant que le risque d'extension du parc est réel ;  
 Considérant le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne (2002) qui stipule que dans la zone agricole, un dispositif éolien peut y être admis à condition que le projet s'intègre au site ;  
 Vu l'historique des implantations proposées depuis le début du projet éolien et les implantations définitives ;  
 Considérant que l'alignement proposé s'inscrit dans les lignes de force du paysage dicté par le substrat géologique ;  
 Considérant que dans la zone agricole le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne indique que l'implantation d'éoliennes est possible ;  
 Considérant qu'une distance de 500 mètres a été définie sur base de la littérature scientifique (rapport d'incidence), pour l'incidence sur la qualité des habitats naturels ;  
 Considérant qu'il y a lieu de supprimer certaines éoliennes : la 12 au motif du périmètre de grande sensibilité paysagère ;  
 Considérant qu'il y a lieu de supprimer certaines éoliennes : 10 et 11 de par leur proximité de l'habitat (et a fortiori de la zone d'habitat à caractère rural de Gesves) et que celles-ci sont disposées sur des buttes ;  
 AVIS DE LA CCAT : AVIS DEFAVORABLE au projet tel que proposé.  
 Dans le cas du retrait des trois éoliennes 10, 11 et 12 (votes 4 POUR, votes 8 CONTRE, 0 ABSTENTION) »

Considérant que la CCAT émet un avis défavorable sur l'ensemble du projet, y compris dans le cas de retrait d'une ou plusieurs éoliennes ;

Attendu que le Collège communal marque son intérêt pour le développement éolien en Région wallonne pour autant qu'il s'inscrive dans une stratégie de planification qui préserve les qualités notamment paysagères de notre région, que le Collège est également désireux de favoriser un tel développement sur son territoire pour autant qu'il ait une dimension raisonnable pour respecter le caractère rural de notre village, qu'il respecte au mieux les qualités du cadre de vie notamment paysager et qu'il s'intègre au mieux outre qu'il puisse assurer un juste retour à notre commune et à sa population ;

Considérant que le réchauffement climatique requiert l'attention des responsables politiques du monde entier et que des mesures importantes de production d'énergie s'imposent en faveur du développement durable, sans exclusive éolienne, qu'elles soient solaire, photovoltaïque, biocarburant, biométhanisation, ou autres... ;

Considérant que si la lutte contre les changements climatiques est une priorité reconnue, il n'en demeure pas moins que les politiques développées dans ce contexte ne peuvent conduire à accepter des atteintes excessives aux autres aspects de la protection de l'environnement dont la protection est également prévue par des législations régionales et des directives européennes et que le développement éolien doit également respecter les conditions d'un développement durable ;

Considérant que pour ce qui concerne le projet de Windvision, ces conditions ne sont pas rencontrées, en raison du nombre trop important d'éoliennes envisagées, de leur disposition mal appropriée, de leur implantation en deux lignes sur plus de 3km, de leur situation en un lieu participant à la qualité paysagère de la région qui conduit à une trop forte visibilité et à un impact paysager beaucoup trop massif que pour être acceptable ;

Considérant que le projet de parc éolien vient s'enclaver entre deux zones d'habitat importantes constituées par le Gros d'Ohey et le centre de Gesves et que dans ce contexte l'importance du projet éolien présenté est excessive et conduira à une modification significative du cadre de vie des habitants de ces zones de même que des habitants des zones périphériques comme la rue de Reppe et ses environs ;

Considérant qu'un certain nombre d'éoliennes seront situées à une distance insuffisante de plusieurs habitations et que cet élément n'est pas de nature à limiter suffisamment les nuisances pour les propriétaires de ces habitations ;

Considérant que sur ces points, les implantations de plusieurs éoliennes (1, 2, 7, 8, 9, 10, 11 et 12) ne sont pas acceptables ;

Considérant que l'étude d'incidences signale la présence éventuelle de conduits karstiques et d'anciennes exploitations minières, ce qui peut présenter certains risques et influer sur les conditions d'implantation des éoliennes, que l'étude d'incidences précise que cela nécessite la réalisation d'une campagne géotechnique préalable qui n'est pas fournie dans la demande ;

Considérant également que la demande de permis déposée ne détermine pas le type exact d'éoliennes qui sera implanté sur le site et ne permet donc pas de déterminer les caractéristiques urbanistiques et environnementales exactes du projet ;

Considérant que dans ce contexte, il est impossible de déterminer avec suffisamment de précision toutes les incidences potentielles du projet préalablement à la délivrance du permis, qu'il est dès lors difficile de se prononcer sur ce point à défaut d'avoir les conclusions de cette campagne et qu'il apparaît difficile dans ce cadre de pouvoir délivrer un permis unique contenant toutes les garanties requises ;

Vu le contenu du projet au niveau des chemins d'accès aux éoliennes ;

Attendu que le projet prévoit la création de 8 nouveaux chemins pour rejoindre les éoliennes 3, 5, 6, 7, 8, 9, 10 et 12 et le renforcement de 5 chemins agricoles existants pour accéder aux éoliennes 1, 2, 4, 10 et 11 ;

Considérant que le projet déposé par Windvision implique la création ou le renforcement de trop nombreux chemins d'accès présentant en outre une longueur totale excessive alors même que le cadre de référence établi par la Région wallonne recommande de limiter au maximum les chemins d'accès, que cette condition n'est manifestement pas rencontrée ;

Considérant que le conseil communal se prononce sur l'aspect de la modification de voirie (traverse souterraine du réseau électrique et renforcement de l'assiette de certains chemins) en date du 21 mars 2007 sur base de l'article 96 du décret sur le permis d'environnement ;

Vu la demande de permission de voirie émanant du fonctionnaire technique dans son courrier du 8 février 2007 en vue de l'établissement de lignes électriques souterraines sous les voies publiques ;

Vu le tracé de principe des lignes électriques enterrées (annexe 5), les tracés définitifs du chemin de câble étant réalisés après sondage des impédiments existants sur le site ;

Vu les rues et routes traversées et situation, ainsi que le passage sur domaine public pour les rues de la Pinairie (chemin n°2), de Borsu (chemin n° 14) et de Champia (chemin n° 21) ;

Vu les dispositions particulières du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement au projet mixte impliquant une modification à la voirie communale ;

Vu l'article 96 dudit décret qui stipule que lorsque le projet mixte implique l'ouverture de nouvelles voies de communication, la modification du tracé de voies de communication communales existantes, l'élargissement ou la suppression de celles-ci, le conseil communal prend connaissance des résultats de l'enquête publique et délibère sur les questions de voirie avant que l'autorité compétente ne statue sur la demande de permis ;

Considérant que, dans un souci de conservation du patrimoine communal, l'ensemble des sentiers publics doit être conservé ;

Considérant également l'implantation du projet dans des zones d'exercices militaires aériens conduisant à la nécessité d'un balisage lumineux important porteur de nuisances visuelles importantes de nuit et porteur d'un risque d'accident qui ne peut être totalement exclu, qu'une meilleure implantation du parc était envisageable et aurait permis d'éviter cette situation dans une zone de servitude aérienne ;

Considérant que le projet en question conduit à retirer plus d'un hectare et demi de terrain à l'exploitation agricole, qu'il y a lieu de protéger les espaces ruraux nécessaires à la viabilité et à la rentabilité de l'agriculture et de l'élevage dans cette région ;

Considérant que le projet s'implante à proximité de zones Natura 2000, que les incidences potentielles de ce projet sur la faune de cette zone ne peuvent être niées et que le déplacement de l'éolienne 12 d'une cinquantaine de mètres est insuffisantes pour rencontrer les prescrits européens de protection de ces zones ;

Considérant également que certaines éoliennes sont soit trop proches d'un site repris en Natura 2000 soit implique la destruction de haies anciennes intéressantes pour la biodiversité ;

Considérant que le projet s'installe dans une zone où certaines espèces très protégées sont régulièrement observées comme les cigognes et certains rapaces considérés comme menacés ;

Considérant, quant à l'impact visuel du projet, qu'il convient de rappeler que l'article 1<sup>er</sup> du CW A TUP impose à la Région wallonne de veiller, dans le cadre de ses compétences, à la conservation et au développement du patrimoine culturel, naturel et paysager, que de plus, la Région a ratifié, le 20 décembre 2001, la Convention européenne du Paysage, laquelle impose également, notamment, de prendre en considération la dimension paysagère de toute demande de permis ;

Considérant que cette Convention attribue au paysage un rôle important en tant qu'élément quotidien de l'environnement et du cadre de vie des populations et que cette convention vise également les paysages quotidiens non protégés ou dégradés dans les politiques de préservation ou de restauration à mener par les Etats ;

Considérant que ce projet pose la question importante du risque de ruilage de la zone agricole et des paysages condruziens, au regard notamment du nombre de projets éoliens envisagés dans la région, que ce projet pose comme d'autres la question essentielle de l'acceptabilité du développement éolien actuel en Région wallonne ;

Considérant qu'il convient en effet de manière urgente de s'interroger sur cette tendance lourde actuelle du développement dérogatoire de l'éolien sur le plan de l'aménagement du territoire, caractérisé par une multiplication de projets éoliens éparés sur les territoires ruraux dont les paysages préservés sont une richesse, en dérogation des plans de secteur, avec pour conséquence une déregulation de plus en plus importante de l'aménagement du territoire rendant les dispositifs protecteurs du CWAATUP inopérants pour assurer la mise en œuvre de l'article 1<sup>er</sup> du CWAATUP ;

Considérant qu'il est dès lors urgent d'entamer une réflexion planologique visant à inscrire le développement éolien dans des règles plus structurées de manière à rétablir l'équilibre exigé par le CWAATUP et à favoriser au milieu du foisonnement des projets les parcs éoliens présentant le meilleur rendement énergétique et le plus faible impact environnemental et humain possible, que l'engagement pris par le Gouvernement wallon dans le cadre de la Déclaration de Politique Régionale de 2004 d'établir une telle planification témoigne de cette nécessité ;

Attendu qu'il ressort très clairement de ces réclamations une inquiétude importante d'une partie importante de la population avoisinante quant à l'impact paysager important qu'aura le projet de parc éolien et quant à la dégradation du paysage environnant qu'il entraînera, considérée comme excessive et inacceptable au regard de l'apport environnemental limité du projet ;

Attendu en effet que le site d'implantation et son environnement local présentent des qualités paysagères indéniables faisant d'ailleurs pour partie l'objet d'une inscription en zone de protection paysagère au plan de secteur ;

Vu le rapport d'inventaire du schéma de structure décrivant la structure paysagère de Gesves pour la campagne de Gesves / Sorée de zone de grande sensibilité visuelle : « Considérant que la campagne de Borsu, vaste plateau agricole au relief peu accentué, s'étend à la fois sur Gesves et sur Sorée ; que l'ensemble, largement ouvert, est ponctué de quelques fermes et du hameau essentiellement agricole de Spâce

Peu d'éléments végétaux dans le paysage: quelques haies aux abords de Spâce; de-ci, de-là, quelques petits bosquets qui cachent d'anciennes fosses d'extraction

Le massif le plus important se trouve à l'ouest de Sorée : là, l'exploitation plus intense des terres plastiques a engendré la formation d'assez grandes pièces d'eau aux formes bizarres (S 1/5). Dans un tel ensemble, le moindre bâtiment constitue un point d'appel remarqué et les vues longues sont légion.

Ainsi, du chemin de promenade Gesves - Francesse, le champ visuel atteint 360° Les fermes de Spâce, de Borsu, de Francesse et de Thirifays sont autant de points d'appel. Sorée apparaît également à l'horizon Vers Gesves, plusieurs éléments sont à signaler.

Le premier est positif et concerne l'église de Gesves. Celle-ci pointe joliment sa fine tour à l'horizon et est un point d'appel attractif.

De Spâce, de la route Spâce - Gesves et Spâce-Sorée, les mêmes éléments apparaissent. Seule la distance et l'angle de vue changent et affectent la qualité de la perception. Les vues les plus intéressantes sont colorées en orange De la rue

du Convent et du chemin de promenade-qui la prolonge, il est possible de distinguer le château de Wallai et, plus à l'est, l'église d'Ohey. Spâce et la ferme de Borsu sont également bien visibles.

De ces points de vue, la vallée du Samson et, à l'arrière-plan, Petite Gesves, constituent un ensemble paysager remarquable.

La ferme de Francesse et les étangs, bordés d'arbres divers, forment un très joli avant-plan.

Si les vues vers la vallée du Samson sont belles, celles vers le Sierpont ou le centre administratif de l'entité souffrent de la présence de quelques éléments qui s'harmonisent mal avec l'environnement existant: l'alignement, sur 400 à 500 mètres des maisons du lotissement du Sierpont interrompt le visuel. Le bâtiment en "dur" à quatre niveaux du Lycée R. Bouchat impose une masse fonctionnelle qui s'insère mal au paysage. Enfin, les silos jaunes et vert des établissements Lefebvre choquent la vue par leurs couleurs si peu discrètes. »

Vu le rapport d'inventaire du schéma de structure décrivant la structure paysagère de Gesves pour la campagne de Borsu de zone de grande sensibilité visuelle, classée en zone sensible : « A cette altitude (260 mètres en moyenne), dans cet espace ouvert, toute construction (à vocation agricole) risque d'être paysagèrement problématique. »

Vu le rapport d'inventaire du schéma de structure décrivant la structure paysagère de Gesves pour la vallée du Samson - Francesse - Thirifays de zone de bonne valeur paysagère : « La boucle du Samson, largement arborée, découpe un relief légèrement vallonné que se partagent prairies et champs cultivés.

Les petits bosquets de feuillus masquant d'anciennes fosses d'exploitation de terres plastiques sont des éléments paysagers attractifs très importants dans cette zone largement ouverte et assez monotone.

La parcelle empiétrée dénote dans l'ensemble: l'aspect massif de cette tache sombre tranché nettement, là où domine la douceur des courbes et les coloris clairs.

De la chaussée de Gramplinne apparaissent plusieurs fermes isolées qui sont autant de points d'appel intéressants dans cette vaste campagne.

Nous pouvons citer la ferme de Borsu, celles de Francesse et de Thirifays, établies dans la vallée du Samson.

A la ferme de Thirifays, la vallée du Samson est bien plus étroite. Du point de vue, en regardant vers le sud, le paysage se ferme et l'œil n'aperçoit que la ferme, blottie au pied du versant oriental du Samson, et les bois qui l'entourent. »

Considérant que le projet aura un impact significatif sur la qualité paysagère de ces zones, de nature à y porter atteinte ;

Attendu que le projet s'insère dans un territoire recensant deux périmètres d'intérêt culturel, historique et esthétique, à savoir les entités villageoises de Sorée et de Florée qui « en raison de leur configuration, de l'agencement et de la qualité de l'habitat traditionnel bien représenté, confèrent à la région une qualité patrimoniale et esthétique » ;

Attendu que la carte des contraintes paysagères et environnementales pour la détermination de zones d'exclusion au développement éolien établie par le laboratoire d'Aménagement des Territoires de la FUSAGX sous la direction du Professeur Feltz à la demande du Ministère de l'Aménagement du Territoire, financée par la Région, indique que le projet s'inscrit dans une zone de sensibilité paysagère mais également partiellement dans une zone de haute sensibilité paysagère ;

Considérant que, même si cette cartographie n'a pas fait l'objet d'une validation par le Gouvernement, elle n'en a pas moins une valeur scientifique pour mieux mesurer les incidences réelles du projet sur le paysage, élément déterminant dans le contexte d'une dérogation au plan de secteur sur base de l'article 17, §3, que l'autorité ne peut donc écarter purement et simplement cet élément scientifique et ce d'autant que cette cartographie a été demandée par la DGATLP elle-même ;

Considérant que les incidences du projet sur le paysage ont été analysées sur une zone d'environ 17 km autour des éoliennes, que le projet s'implante dans l'ensemble du plateau condruzien;

Considérant que l'impact visuel des éoliennes n'est pas rapidement absorbé par le relief en raison de leur dimension, en rupture d'échelle, et de leur position sur une zone sommitale ;

Considérant que par rapport aux paysages concernés, l'étude d'incidences reconnaît elle-même que « la qualité paysagère du périmètre local est élevée étant donné les paysages de qualité du Condroz et de la Vallée du Samson au sein de laquelle le projet vient s'insérer. En outre, des ensembles structurés encadrent le projet tels que les villages de Gesves, Sorée et Florée et les périmètres d'intérêt paysager qui leur sont associés. Quelques points et lignes de vues offrent des vues panoramiques de qualité vers ces villages d'intérêt et leur campagne environnante étant donné l'ouverture du

*paysage aux abords du site. La présence de massifs boisés, bosquets et alignements d'arbres ponctuent ce paysage ouvert et lui confère un intérêt certain. » ;*

Considérant que les conclusions de l'étude d'incidences relative à l'impact paysager du projet, tout en étant modérées en disant que la configuration du parc permet de limiter l'angle de vision depuis certains points de vues et une bonne lisibilité générale du parc, précisent que « concernant l'insertion du projet dans le paysage actuel, la visibilité du parc peut être qualifiée de moyenne à l'échelle de la Région wallonne avec cependant un paysage relativement ouvert favorisant la perception des éoliennes à de plus grandes distances dans la direction sud-ouest/nord-ouest depuis les milieux environnants. En outre, le site éolien et ses abords présentent une bonne qualité paysagère en raison de la longueur des vues qui s'y dégagent. Le parc affectera la qualité paysagère du site et des périmètres d'intérêt recensés à l'est et au sud du parc », que « l'impact visuel du parc est important pour les habitations périphériques et celles situées sur les points hauts de Gesves, de Sorée, du hameau de Spoce et depuis la périphérie sud de Ohéy », que « l'occupation du champ de vision est importante depuis les points de vue situés respectivement au sud-est (entité de Sorée) et au nord-ouest (entité de Gesves) compte tenu de la distance (de l'ordre de 3 km) séparant l'éolienne 1 et 12 » et évoque « une lisibilité plus aléatoire depuis les autres points de vues et notamment depuis les entités de Gesves et de Sorée. »

Considérant que le projet de parc éolien proposé par Windvision aura incontestablement un impact important sur une grande partie des paysages de la Commune de Gesves en raison de sa situation particulière, parmi lesquels des paysages de très grande qualité qu'il conviendrait de protéger, que cet impact est trop important que pour rencontrer les limites fixées par l'article 127, §3 du CWAATUP ;

Considérant qu'à proximité du lieu d'implantation du projet, le relief des zones constituées par les environs de Gesves et la zone de Reppe accentuent de manière significative les problèmes de lisibilité du parc éolien dans ces zones qui présentent pourtant un intérêt paysager certain, que contrairement à ce qu'affirme l'étude d'incidences, ces problèmes de lisibilité sont loin d'être résolus par les modifications très marginales apportées au projet que dès lors pour ces zones là déjà, contrairement à ce que prévoit l'article 127, le projet ne préserve ni ne structure le paysage. Bien au contraire, il le détruit et aboutit à une impression de grande confusion de nature à porter gravement atteinte aux lignes de force du paysage local ;

Considérant que l'ensemble des éléments repris ci-dessus sont perçus par le Collège communal comme négatif et en défaveur de la bonne intégration paysagère du projet et de son acceptabilité par les autorités dans le contexte dérogatoire et dans le souci de la préservation du cadre de vie local, d'autant que les simulations paysagères réalisées témoignent de l'importance de l'impact paysager du projet ;

Vu en effet les différents photomontages contenus dans l'étude d'incidences réalisées par le Bureau ARIES ;

Considérant qu'au regard de nombreux de ces photomontages, force est de constater les défauts importants du projet quant à l'importance négative de son impact paysager par la forte visibilité du parc éolien à de nombreux endroits de la région et à des distances importantes, par sa lisibilité à de nombreuses reprises problématique et par une atteinte significative à la structure naturelle du paysage en différents endroits de la région ;

Considérant que le projet de parc éolien présenté porte atteinte de manière significative aux paysages locaux parfois même à des distances importantes,

Considérant qu'au regard de cet impact paysager trop important, les conditions exigées par le législateur pour autoriser la dérogation envisagée sur base de l'article 127, §3 ne sont en aucun cas reconstruites dès lors que le projet ne préserve pas le paysage environnant ni ne le structure ou le recompose mais y porte une atteinte significative ;

Vu l'article 23 de la Constitution ;

Considérant que le régime dérogatoire dans lequel s'inscrit le développement éolien actuellement et auquel participe le projet déposé par Windvision est, en raison même de son importance et de la dérogation qu'il entraîne au niveau des protections prévues pour la zone agricole dans le CWAATUP, contraire au principe du « standstill » qu'implique cet article de la Constitution ;

Considérant, en conclusion, que le parc projeté ne peut être autorisé du fait de la pression qu'il exercerait sur le paysage en cause, caractéristique du Condroz et de qualité, que la condition de respect, structuration ou recomposition des lignes de force du paysage énoncée à l'article 127, § 3 du CWAATUP n'est pas remplie en l'espèce et que la dérogation au plan de secteur ne peut dès lors être octroyée ;

Considérant que l'objectif pour la Région Wallonne à savoir la production de 200 MW à partir de l'éolien à l'horizon 2010 est déjà atteint si l'on considère les permis uniques relatifs à l'implantation de parcs éoliens octroyés ;

Considérant qu'aucune mesure de vent n'a encore été réalisée in situ par le demandeur, nonobstant le permis d'urbanisme délivré pour un mât de mesure sur le site de la ferme de Borsu ;

Considérant que l'implantation d'un parc éolien de cette importance est de nature à déprécier la valeur foncière et immobilière des biens situés dans la zone du projet ;

Considérant que le principe de précaution est de mise lorsque les questions soulevées par les rapports et contre-rapport n'apportent pas un maximum de garantie à long terme en matière de santé publique au niveau du bruit et des effets visuels ;

#### DECIDE

de transmettre le dossier au fonctionnaire technique de la DGRNE – Division de la prévention et des autorisations rue Nanon 98 à 5000 NAMUR ([regne.namur.dgrne@mrw.wallonie.be](mailto:regne.namur.dgrne@mrw.wallonie.be)) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée.

de transmettre le dossier au fonctionnaire délégué de la DGATLP – Direction provinciale de l'urbanisme Place Léopold 3 à 5000 NAMUR ([regne.namur.deatlp@mrw.wallonie.be](mailto:regne.namur.deatlp@mrw.wallonie.be)) avec un avis défavorable sur la demande de permis unique introduite par Windvision et sur la dérogation au plan de secteur demandée.

GESVES, le 21/03/2007

Par le Collège :

*Le Secrétaire communal,*  
(s) Daniel BRUAUX

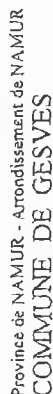
*Le Secrétaire communal,*  
Daniel BRUAUX

*Le Bourgmestre,*  
(s) José PAULET

*Le Bourgmestre,*  
José PAULET

Pour extrait certifié conforme





Commission Consultative de  
l'Aménagement du Territoire  
Secrétariat : M<sup>me</sup> EVRAD

☎ 083/670 305

merc.evrand@publink.be

Answer 4

LISTE DES POINTS ABORDÉS AU COURS DE LA SÉANCE :

1. APPROBATION DU PV DE LA SÉANCE DU 13/03/2007  
2. AVIS SUR CONSTRUCTION PARC SOLIEN (CAMPAIGNE DE SPACEWORS(I) - GÉSVE'S)  
3. DIVERS  
4. PROCHAINE RÉUNION

1. Approbation du PV de la séance du 13/03/2007

Le PV du 13/03/2007 est approuvé sans remarque.

## 2 Avis sur construction Parc Folien (Campagne de Soince/Borsu - CIEVES)

Le président ouvre la séance et demande que toute personne directement concernée par ce dossier s'abstienne de participer aux délibérations et aux votes. L'avis de la CCAAT est motivé par ses compétences d'avis de la CCAAT en matière d'aménagement du territoire et d'urbanisme notamment sur la matière paysagère.

Les membres présentent leur point de vue et analyse sur les documents consultés ;

vu la demande de permis unique de la SA WINDVISION BELGIUM SA relatif à l'établissement suivant : Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes (1001 à 1012) et d'une cabine de tûte, ayant comme caractéristiques :

10.01.01.02 : Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA

10.10.01.04.03 : Eolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électrique

pour un terrain situé Campagne de Borsu. Terre aux Canards et Fabrique à Gesves et Olney, cadastré

Chen: E151b, E159a, F32c, E32b, E31d, E137f, E137e, E142, E120b, E100, E32d, E32e, E137h, E122, E120c;

Gesves: !D118y, D118x, V118v, D118e2, D118b2, D118c2, D118x2, D87a, D86d, D92b, D93c, D52f, D49c, D57L, D118e2, D5b, D4b, D

163b, D150b, D180k, D86d;

Considérant que le projet est situé en zone agricole au plan de secteur,

Considérant que le projet est situé en partie en périmètre de grande sensibilité paysagère (une éolienne) et en zone agricole au schéma de structure communal;

Considérant que le projet est situé en zone agricole ouverte "à maintenir" au règlement communal d'urbanisme;

P. présents E : excusé, A : absent En gras : membre ayant une voix délibérative en cas de vote.

Considérant la présence d'un périmètre de prévention éloignée de la zone de captage d'Houe ;  
 Considérant la dérogation au plan de secteur au motif de la zone agricole ;  
 Considérant la dérogation au règlement communal d'urbanisme au motif de l'aire agricole ouverte « à maintenir » ;  
 Considérant la dérogation au schéma de structure communal au motif de l'existence d'un périmètre de grande sensibilité paysagère pour l'ollenne 12 ;

Considérant que ce projet se situe dans une zone de vues longues caractéristiques de cette zone qui sont maintenues:

Considérant l'incidence sur le paysage local ;

Considérant la présence de deux périmètres RGBSR autour du projet (Petite Cèsves et Sordé) :

Considérant que les paysages sont évolutifs ;

Considérant que le risque d'extension du parc est réel ;

Considérant le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne (E

agricole, un dispositif éolien peut y être admis à condition que le projet s'intègre au site ;

✓ l'historique des implantations proposées depuis le début du projet éolien et les implantations définitives ;

Considérant que l'alignement proposé s'inscrit dans les lignes de force du paysage dicté par le substrat géologique ;

Considérant que dans la zone agricole le cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne indique que l'implantation d'éoliennes est possible ;

Considérant qu'une distance de 500 mètres a été définie sur base de la littérature scientifique (rapport d'incidence), pour l'incidence sur la qualité des habitats naturels :

Considérant qu'il y a lieu de supprimer certaines éoliennes : la 2 au motif du périmètre de grande sensibilité paysagère ;

considérant qu'il y a lieu de supprimer certaines colonies : 10 et 11 de par leur proximité de l'habitat (et la portion de la zone d'habitat à caractère rural de Giesvau) et mise collectivement des buissons.

U implant a cadastre l'alcalde Gervás, et que cel·la-21 són disposats suf-

Dans le cas du retrait des trois éoliennes 10, 11 et 12 (votes 4 POUR, votes 8 CONTRE, 0 ABSTENTION).

.Divers

Le présent PV est approuvé en séance sans remarque.

Proteinase

Prochaine réunion

Certifié conforme. A GESVES le 20/03/2007

*Le Secrétaire*

Le Président

Marc EVRARD

Jean-Claude FONTNOY

07/CRAT A. 582  
FG/IH

Le 17 avril 2007

### ***Avis relatif à l'étude d'incidences sur l'environnement de la demande de permis unique pour un projet de parc éolien sur le territoire des communes de Gesves et d'Ohey***

La Commission régionale d'aménagement du territoire, section Aménagement normatif, a examiné l'étude d'incidences sur l'environnement de la demande de permis unique visant l'implantation et l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire des communes de Gesves et d'Ohey.

Le projet initial portant sur 14 éoliennes de 2 à 3 MW a fait l'objet d'une pré-étude qui a conduit le promoteur à réduire son projet à 12 éoliennes qui s'implantent selon deux lignes parallèles.

La demande de permis unique émane de la société WindVISION SA dont le siège social est situé à Louvain.

L'étude d'incidences a été réalisée par le bureau d'études ARIES Consultants SA, dûment agréé pour ce type de projets.

Sur proposition de sa section, la CRAT rend l'avis suivant en date du 17 avril 2007 :

#### **1. Sur le projet**

Considérant que les 12 éoliennes se situent en zone agricole au plan de secteur ; que 7 se localisent sur le territoire de la commune de Gesves et 5 sur le territoire de la commune d'Ohey,

Considérant que le risque de phénomènes karstiques lié à la dépression synclinale constituée de calcaires carbonifères ou de la présence de vestiges d'anciennes exploitations souterraines existent,

Considérant que le site d'implantation des éoliennes est tout proche du site Natura 2000 du « Bassin du Samson » ; que la partie la plus proche est constituée d'un chapelet de mares et d'étangs, situés en milieu agricole ; que des espèces protégées nichent dans la ZPS du Bassin du Samson et que l'éolienne 12 est proche de ce site,

Considérant qu'en terme de bruit, des dépassements des normes se produiront selon la modélisation au niveau de la ferme de Borsu, la nuit,

La CRAT rend un avis favorable au projet sous réserve de la prise en compte des remarques suivantes :

- la suppression des éoliennes 1 et 12,
- le déplacement de l'éolienne 4 pour la situer dans l'axe de la ligne formée par les éoliennes 1, 2, 6, 8 et 10,
- l'équipement des éoliennes 7, 9 et 11 d'un système de réduction du bruit,
- la réalisation des travaux à proximité des sites de nidification devra être absolument évitée durant la période de nidification des oiseaux soit de mars à juin inclus,
- la constitution d'un fond de réserve garantissant le démantèlement des installations et la remise en état du site au terme de l'exploitation du parc ainsi que l'enlèvement des fondations.

La CRAT s'étonne par ailleurs qu'aucune étude de vent n'ait été réalisée avant la demande de permis.

#### **2. Sur l'étude d'incidences**

La CRAT estime l'étude de bonne qualité. Elle relève néanmoins qu'un morceau de phrase a sauté page 89 dans l'alinéa situé sous le tableau 24.

Elle attire aussi l'attention sur le fait que l'étude formule des recommandations paysagères telles replanter des haies au terme du chantier, creuser des mares... or, ce type d'actions ne peut se faire sur des propriétés privées.



Martine ANDRE,  
Présidente.

## AVIS

Ref : CWEDD/07/AV 450

Liège, le 12 mars 2007



### Objet :

**Demande de permis unique pour un parc  
de 12 éoliennes à GESVES et OHEY**

rue du Vertbois, 13c  
B-4000 Liège  
tel : +32 (0)4-232 98 47  
fax : +32 (0)4-232 98 10  
e-mail : [contact@cwedd.be](mailto:contact@cwedd.be)  
<http://www.cwedd.be>

**Avis du CWEDD portant sur la demande de permis unique pour un parc de 12 éoliennes à GESVES et OHEY**

L'avis du CWEDD porte sur :

- la qualité de l'étude d'incidences sur l'environnement,
- la qualité du résumé non technique,
- l'opportunité environnementale du projet.

Quelques données de base et une description du projet (annexe) sont précisées.

**1. DONNEES DE BASE**

<u>Projet</u> :	Construction et exploitation d'un parc de 12 éoliennes à Gesves et Ohey
<u>Demandeur</u> :	Permis unique
<u>Catégorie</u> :	4 – Processus industriel lié à l'énergie
<u>Demandeur</u> :	Windvision, Louvain
<u>Auteur de l'étude</u> :	ARIES Consultants, Rosières
<u>Autorités compétentes</u> :	Fonctionnaire technique et Fonctionnaire délégué
<u>Plan de secteur</u> :	Zone agricole
<u>Dossier reçu le</u> :	9 février 2007

Le projet est soumis de plein droit à la réalisation d'une étude d'incidences sur l'environnement (E.I.E.) en tant qu' « Eoliennes ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électrique » (rubrique 40.10.01.04.03).

Une visite des représentants du CWEDD sur place avec l'auteur et le demandeur a eu lieu le 8 mars 2006.

Remarque préliminaire :

Conformément à l'article R. 81 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement, le dossier soumis à l'avis du CWEDD doit contenir :

- la demande de permis,
- l'étude d'incidences sur l'environnement,
- les observations et suggestions adressées conformément à l'article R. 79 du Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'Environnement.

Dans le dossier reçu par le CWEDD ne figuraient pas ces observations et suggestions (courriers des riverains).

**2. AVIS SUR LA QUALITE DE L'ETUDE**

Le Conseil estime que l'auteur a livré une étude de très bonne qualité. Les autorités compétentes y trouveront les éléments pour prendre leur décision.

Au niveau du contenu

Le Conseil apprécie :

- Le cadrage préalable du site, la carte des contraintes et la définition du projet définitif ;
- L'analyse paysagère, pertinente et fouillée ;
- L'analyse de stabilité (et les renseignements sismiques) et les recommandations sur les fondations qui en découlent ;
- La présence d'un tableau reprenant les remarques des riverains et les réponses apportées par l'étude.

Le Conseil regrette cependant que les données concernant la faune, surtout les chiroptères et l'avifaune, soient principalement bibliographiques.

Au niveau de la forme

Le Conseil apprécie :

- Les tableaux récapitulatifs en fin de chapitres, la conclusion générale et la synthèse des recommandations ;
- La qualité générale des cartes et des photomontages.

**3. AVIS SUR LA QUALITE DU RESUME NON TECHNIQUE**

Le Conseil estime que le résumé non technique est de qualité satisfaisante.

En effet, ce document :

- Paraît trop simplifié et n'a pas fait l'objet d'un effort de rédaction spécifique. On semble avoir procédé par « copier-coller » de l'étude en omettant certains sujets ou informations – comme par exemple les sites classés ou des renseignements relatifs à la faune, la flore et le paysage – ou sans supprimer les renvois aux annexes de l'étude ;
- Ne présente pas de carte de localisation générale du site ;
- Présente un tableau où manquent les références (point 5 p 36)



#### 4. AVIS SUR L'OPPORTUNITÉ ENVIRONNEMENTALE DU PROJET

Le Conseil remet un avis favorable sur l'opportunité environnementale du projet dans la mesure où les recommandations de l'auteur et les remarques du Conseil expliquées ci-dessous sont prises en compte.

Le Conseil constate que le projet déposé dans le cadre de la demande de permis est le résultat d'une collaboration préalable entre le bureau d'étude et le demandeur. Une étude préliminaire a notamment permis de retravailler le projet dès l'amont et de finalement réaliser l'étude d'incidences sur un projet de qualité déjà améliorée. Le Conseil salue ce travail préalable fructueux.

Le Conseil appuie la totalité des recommandations émises par l'auteur de l'étude et insiste particulièrement sur les points suivants :

- La remise en état, après chantier, notamment des talus, haies ou bosquets qui seraient endommagés par les travaux. En effet, l'installation d'éoliennes ne doit pas conduire à un amoindrissement supplémentaire du réseau écologique, déjà très pauvre dans ce milieu agricole intensif ;
- L'exécution des travaux de montage en dehors de la période mars - juillet (faune) ;
- Le déplacement de l'éolienne 12 ;
- L'utilisation locale des terres excavées (ou leur évacuation par les filières appropriées) ;
- La réalisation d'essais géotechniques pour assurer la stabilité des ouvrages et le bon dimensionnement des fondations ;
- La prise de mesures contre le bruit (bridage des éoliennes 7, 9 et 11...).

#### Annexe – Brève description du projet

Le projet consiste en la construction et l'exploitation d'un parc éolien sur le territoire des communes de Gesves et Ohey. Il se situe à 260 mètres d'altitude et comprend 12 éoliennes de 2 à 3 MW chacune, disposées en deux rangées orientées sud-ouest – nord-est suivant les lignes du relief condruzien. Sept éoliennes sont situées sur la commune de Gesves, 5 sur celle d'Ohey. Le raccordement au réseau se fera à 3,7 km du site à Florée.

Au plan de secteur, le projet est situé en zone agricole.

Le projet initial, qui comportait 14 éoliennes en trois lignes, a été retravaillé à la suite d'une pré-analyse paysagère et des contraintes, et a abouti à un projet réduit qui fait l'objet de la demande de permis.

La production du parc a été évaluée à environ 56.565 MWh/an, soit la consommation annuelle de 15.287 ménages wallons. L'économie en CO<sub>2</sub> se chiffre à plus de 25.000 tonnes/an dans l'hypothèse où l'électricité serait produite en centrale TGV.

Le site jouxte 4 périmètres d'intérêt paysager et 2 points de vue remarquables (ADESA). Il est bordé au sud et à l'est par la zone NATURA 2000 « Bassin du Samson » (BE35005).

Les zones d'habitat et habitations isolées les plus proches se situent à plus de 500 mètres, à l'exception de la ferme de Borsu (341 mètres).

Le volume total des terres excavées à évacuer sera d'environ 7.200 m<sup>3</sup>.





Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement

Adresse générale : Avenue Prince de Liège 15, B-5100 Namur • Tél : 081 33 50 50 • Fax : 081 33 51 22  
www.wallonie.be • N° Vert 0800 11 901 (informations générales)



DIVISION DE LA NATURE ET DES FORÊTS  
DIRECTION DES ESPACES VERTS

Vos tél : 0310092097/RG-PED/2005/4/GM-PU  
Nos tél : DNF/DEVICD 99, 111/FGDW/Some2007 - 8341  
Annexe

Vos contacts : Didier MORAY, Architecte-Paysagiste - Tél : +32 81 33 58 05 • Fax : +32 81 33 58 11 - M41 D.Moray@mrw.wallonie.be  
ou T. TCHATCHOU, Attaché - Tél : +32 81 71 54 06 • Fax : +32 81 71 54 10 - M41 T.Tchatchou@mrw.wallonie.be

Namur, le

10 AVR. 2007

### RECOMMANDÉ AVEC ACCUSÉ DE RÉCEPTION

**Objet :** Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement  
Demande d'avis relative à un permis unique : article 91

Commune : OHEY

Secteur : 4010 : Production et distribution d'électricité

Objet de la demande : Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes

Situation : Lieux-dits "Campagne du Borsu" "Terre aux Canards" à 5350 OHEY

Exploitant : WINDVISION BELGIUM SA, Geldenaaksevest 4 à 3000 LOUVAIN

A la suite de votre lettre citée en référence et après examen du dossier, je vous transmets l'avis de la Division Nature et Forêt sur le dossier tel que présenté

#### D'un point de vue paysager :

Le projet prend place au sein d'une entité paysagère de grande qualité patrimoniale, qui présente encore une forte cohérence du point de vue de son identité (ses caractéristiques sont fortement représentatives des paysages condrusiens traditionnels) et de son intégrité (site lisible et peu perturbé par des éléments contemporains destructurants). L'ajout d'un tel nombre d'éoliennes (douze), ne manquera pas de déstructurer complètement le site et d'altérer fortement et durablement ses qualités patrimoniales.

Les vues paysagères, **périmètres d'intérêt paysager, et points et lignes de vues remarquables** seront directement et durablement affectées par le projet. L'impact le plus important concernant les perceptions depuis les lignes de vues remarquables de Wallay, de même que les points de vue remarquables de Francèsse. A cet endroit, le parc éolien se retrouve inopinément au milieu de deux lignes de vues remarquables, ce qui accroît l'impact. Le projet jouxte en outre de façon continue et très proche (moins de 300 m, pour les éoliennes 1, 3 et 5) le périmètre d'intérêt paysager de Sorée, ce qui ne peut être sans conséquence sur la qualité visuelle du lieu.

Malgré le respect de la distance minimale de 350 m par rapport aux zones bâties (cfr. cadre de référence), la position du projet à proximité d'un périmètre de Règlement Général sur les Bâtisses en Site Rural et d'un périmètre d'intérêt culturel, historique et esthétique contribue à dégrader ce patrimoine d'architecture rural traditionnel. Nous estimons qu'à l'échelle locale ces nouveaux villages sont très sensibles et doivent par conséquent être protégés de manière à préserver leur qualité patrimoniale paysagère. Il est à noter que le

Annexe 2

village de Gesves est répertorié comme un des plus beaux villages de Wallonie. Les villages concernés sont, sur la zone RGSBR, Petits Gesves, Sorée et Florée pour le PICHE.

D'un autre côté, nous regrettons que certaines mesures en faveur du paysage comme l'absorption ou simplement d'intégration n'aient pas été prises en compte. Voir recommandation du cadre de référence pour l'implantation des éoliennes en Wallonie.

A l'échelle de la parcelle, les surfaces importantes consacrées au pied de chaque éolienne, sont trop beaucoup minéral. Nous regrettons de ne pas retrouver, un sol entérobé ou cultivé de façon similaire aux parcelles agricoles proches, pour créer un effet de similitude avec la couverture végétale existante (d'un point de vue environnemental, le maintien d'aires empierrées, qui nécessite des désherbages (généralement chimiques) fréquents est non souhaitable). Pour les voies d'accès carrossables, si celles-ci s'avèrent indispensables, un revêtement en dalles de gazon (type béton-gazon) est préférable.

De façon plus générale, il y a lieu de regretter - sinon l'existence-, du moins l'absence de référence à un document planologique régional relatif aux implantations éoliennes précisant les "zones capables" les moins sensibles. Cette approche prospective permettrait une sélection qualitative des sites d'implantation en amont des projets introduits et faciliterait considérablement l'analyse des projets lors des demandes de permis.

#### D'un point de vue biologique

Considérant que les éoliennes sont implantées sur des terres agricoles et plus précisément sur des cultures intensives :

Considérant que la zone du projet n'est pas disposé sur un axe migratoire majeur en Wallonie (avifaune et chiroptères), réduisant ainsi les impacts directs par collision :

Considérant qu'au sud du parc envisagé, se trouve un chapelier de mares et d'étangs susceptibles d'attirer certaines espèces aquatiques (Héron cendré-*Ardea cinerea*, Grand Cormoran-*Phalacrocorax carbo*, Foulque macroule-*Fulica atra*, Canard colvert-*Anas platyrhynchos*, ...) qui y trouvent refuge et nourriture ;

Considérant que la partie la plus proche est située hors d'un site Natura 2000 mais à proximité directe du site Natura 2000 BE35005 "Bassin du Samson" ;

Considérant que la partie la plus proche de ce site Natura 2000 reprend les étangs et mares évoquées ci-dessus pour leur intérêt herpétologique (présence du Triton crêté-*Triturus cristatus*) et pour la présence de la forêt alluviale ;

Considérant que le projet n'aura aucun impact sur les habitats naturels et habitats d'espèces d'intérêt communautaire justifiant de la désignation de ce site Natura 2000 et ne devrait pas générer de dérangement sur la faune occupant ce site, la partie reconnue en ZPS étant, au point le plus proche, situé à 23,8 km ;

Considérant que l'éolienne n°12 située près de la lisière du boisement feuillu, est susceptible d'avoir un impact sur les rapaces nichant et utilisant ce boisement comme zone de chasse (Bondrée apivore, Autour des palombes, Buse variable, Faucon crécerelle, Epervier d'Europe, Hibou moyen euc, Busard St Martin en hiver ...) et pour les chauves-souris fréquentant la zone ;

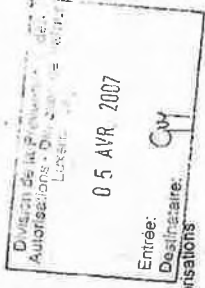
Considérant la présence de quelques éléments bocagers (arbres, bosquets, tronçons de haies ...) et de quelques petites mares à proximité de certaines éoliennes ;

Considérant l'aspect paysager du projet évoqué ci-dessus ;

L'avis de la Division de la Nature et des Forêts est favorable aux conditions suivantes :



Service public fédéral  
Mobilité et Transports  
Transport aérien



Direction Générale Transport Aérien  
Espace aérien et Aéroports

CCN  
Rue du Progrès 80, Bte 5  
local 2.489  
1030 Bruxelles

Tél. 02 277 43 11 - Fax 02 277 42 59

Votre contact  
Mme. Serge Delfosse  
Atteint

Tél. 02 277 43 32 - Fax 02 277 42 82  
e-mail: serge.delfosse@mobiilit.fgov.be

Numéro d'urgence 0 308 357 852

métro, Rogier  
train, Gare du Nord  
arrêt de bus et de tram: Rogier

Ministère de la Région wallonne  
Division de la Prévention et des Autorisations  
Direction Namur-Luxembourg  
Monsieur Marc TOURNAY  
Avenue Reine Astrid, 39  
5000 NAMUR

Votre courrier du  
8 février 2007

Vos références :  
03100920977RGPE/20064/GM-PU

Nos références :  
LAJA-POR/SD/2007 811

Dossier :  
5578

Annexé(s) :  
03/04/2007

Monsieur,

Comme suite à votre lettre, j'ai l'honneur de vous faire savoir que la Direction Générale Transport aérien, en accord avec Belgocontrol et la Défense, n'a pas d'objection à formuler (point de vue aéronautique) au sujet de l'implantation de douze éoliennes à Gesves-Ohey.

Les douze éoliennes auront une hauteur maximale de 150m au-dessus du niveau du sol.

Ces éoliennes se trouvant en zone catégorie C, elles seront balisées de jour et de nuit comme décrit dans le paragraphe 7.3.2 de la Circulaire GDF03.

Au cas où le balisage ne serait pas placé, nous vous prions de bien vouloir considérer le présent avis comme étant négatif.

Nous vous invitons, au plus tard 30 jours ouvrables avant le début des travaux de construction, à prévenir par écrit la Direction Générale Transport aérien (Mr Daniel Maniquet avec mention des références sous rubrique), la Défense (Mr Cuvelier, Direction Générale Ressources Matérielles, Division CIS & Infra, Section Infrastructure, Sous-section Support, Quartier Reine Elisabeth, Rue d'Evere 1, 1140 Bruxelles avec mention des références: MRC&I-S/G-07-137071, dossier n° 3D/296) et Belgocontrol (Mr. Van Achter, Direction Générale Administration et Finances, Service Urbanisme, Tervuursesteenweg 303, 1820 Steenokkerzeel avec mention des références: A/LI/WWIND-241/2852), et à préciser la date du début des travaux, de l'implantation de la construction, de la fin des travaux ainsi que du démontage éventuel de la construction avec mention de la position exacte des obstacles en coordonnées Lambert ainsi que la hauteur totale afin, si cela s'avère nécessaire, de modifier les cartes aériennes et d'informer le personnel navigant.

Les installations à énergie éolienne doivent être équipées d'un système d'alarme automatique qui avertit une centrale en cas de pannes (lampe défectueuse, rupture de courant, ...). Les pannes doivent être immédiatement communiquées au "Military Detachment for Coordination" (02752.44.52). Les pannes doivent résoluées dans les 48 heures. En cas de panne grave, un rapport détaillé journalier doit être transmis au service dont question ci-avant.

Nos bureaux sont ouverts de 9 à 17h et de 14 à 16h. Les particuliers dans l'impossibilité de se libérer durant ces heures, peuvent solliciter un entretien le mardi ou le vendredi jusqu'à 20h.

www.mobiilit.fgov.be

be

1. éloigner l'éolienne n°12 du boisement feuillu en la déplaçant d'une centaine de mètres vers l'est ou le nord-est pour réduire les incidences négatives sur l'avifaune ;
2. éviter de réaliser les travaux pendant la période de nidification des oiseaux (mars à juin inclus) ;
3. maintien des éléments résiduels du bocage et non-comblement des plans d'eau à l'issue des travaux, les déblais doivent impérativement être exportés hors du site ;
4. compensation des impacts résiduels à convenir avec la Division de la Nature et des Forêts (planification de haies, creusement de mares, ...) pendant l'exécution des travaux ;
5. supprimer ou réduire au strict minimum le balisage des éoliennes qui confère au projet une connotation industrielle incongrue dans le paysage rural et accentue sa perception. Le double balisage des pales est à cet effet à éviter absolument ;
6. intégration des locaux techniques (transformateur) à l'intérieur de mâts de manière à ce qu'aucun édifice ne soit perceptible au pied des mâts ;
7. les aires de manutention au pied des éoliennes se feront par un sol entherbé pour créer un effet de similitude avec la couverture végétale environnante. Le caractère carrossable de ces aires peut être assuré par l'emploi de dalles de gazon alvéolées qui permettent un support de charges important et garantissent une couverture herbacée ;
8. les clôtures autour de ces aires de manœuvre sont à éviter absolument pour favoriser l'insertion aux parcelles environnantes, généralement non clôturées ;
9. suivi des impacts du projet sur le milieu naturel (avifaune notamment) pendant 05 années afin de récolter des données fiables sur les impacts de tels projets ;
10. respect des autres recommandations émises dans le rapport d'études d'incidences sur l'environnement.

La Division de la Nature et des Forêts reste à votre disposition pour toute information complémentaire.

Avec mes salutations,

L'Inspecteur général  
  
Ir. Ph. BLEROT

Copie de la présente est transmise ce jour par courrier à l'attention du Fonctionnaire délégué et par courrier aux adresses suivantes : gpe.namur.dga@mrw.vlaanderen.be et gpe.namur.dga.dgme@mrw.vlaanderen.be

Le contenu complet de l'avis doit être transmis au maître d'œuvre.  
Le demandeur est prié de tenir au courant et par écrit la Direction Générale Transport aérien, de la suite donnée à son avis.

Nous attirons votre attention sur le fait que si les travaux d'implantation ne tenaient pas compte des remarques reprises ci-dessus, la Direction Générale Transport Aérien déclinerait toute responsabilité en cas de problèmes éventuels. Nous nous réservons par ailleurs le droit de faire respecter ces prescriptions par toute voie de droit.

Veuillez agréer, Messieurs, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Directeur général,



M. Daniel Maniquet  
Chef de service

Copie : Belgocontrol (A/L/U/WIND-241/2852)  
La Défense (MRC&I-IS/G-07-137071, dossier n° 3D/296)

GOUVERNEMENT  
WALLON



Le Vice-Président,  
Ministre du Logement, des Transports  
et du Développement territorial

WINDVISION BELGIUM SA

Geldenaaksevest 4

3000 LOUVAIN

NAMUR, le 27 DEC. 2007

Nos références : D3000/92097/REPER/2007/2/PMO - PU  
Annexe : un arrêté ministériel

# RECOM MANDÉ

31573

**OBJET :** Décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

- Notification de la décision prise sur recours
- Secteur : 4010:Production et distribution d'électricité
- Situation : Lieux-dits:"Campagne du Borsu" "Terre aux Canards" à 5350 OHEY
- Exploitant : WINDVISION BELGIUM SA, Geldenaaksevest 4 à 3000 LOUVAIN
- Décision querrelée: arrêté du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué REFUSANT le permis unique visant à Construire et exploiter un parc de 12 éoliennes


Madame, Monsieur,

Par la présente, je vous fais parvenir en annexe une copie certifiée conforme de l'arrêté ministériel statuant sur le recours que vous avez exercé contre la décision du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué, en date du 25/07/2007, relative à la demande de permis unique dont les références et l'objet sont précisés en rubrique.

Le contenu de cette décision sera porté à la connaissance du public selon les modalités prévues à l'article 38 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, à l'exception du § 1<sup>er</sup>, 4<sup>e</sup>.

Veuillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Ministre du Logement, des Transports et  
du Développement territorial



## REGION WALLONNE

### LE MINISTRE DU LOGEMENT, DES TRANSPORTS ET DU DEVELOPPEMENT TERRITORIAL

Vu le Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme et du patrimoine (CWATUP);

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu le décret du 6 décembre 2001 relatif à la conservation des sites Natura 2000 ainsi que de la flore et la faune sauvages ;

Vu le Livre 1<sup>er</sup> du Code de l'environnement ;

Vu le Code de l'eau ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 fixant les conditions générales d'exploitation des établissements visés par le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 1<sup>er</sup> décembre 2005 déterminant les conditions sectorielles relatives aux transformateurs statiques d'électricité d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1 500 kVA ;

Vu la demande introduite en date du 19 décembre 2006, par laquelle WINDVISION BELGIUM SA sollicite un permis unique pour construire et exploiter un parc de 12 éoliennes, aux lieux-dits: "Campagne du Borsu", "Terre aux Canards" et "Fabrique" à 5350 OHEY ;

Considérant qu'une phase de consultation du public a été organisée préalablement à l'introduction de la demande et à la réalisation de l'étude d'incidences sur l'environnement ;

Vu l'étude d'incidences sur l'environnement jointe au dossier de demande ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui a été réalisée sur le territoire de la commune de OHEY du 14 février au 15 mars 2007 ;

Vu le procès-verbal de clôture de l'enquête publique qui a été réalisée sur le territoire de la commune de GESVES, du 14 février au 15 mars 2007 ;

Considérant que les réclamations émises sur le territoire des deux communes portent, pour l'essentiel, sur :

- l'inadéquation du lieu d'implantation et l'absence de justification du recours à la dérogation ;
- le nombre trop élevé de machines et leur hauteur trop importante ;
- l'imprécision du dossier quant au modèle exact de machine qui sera installé ;
- les nuisances sonores, vibratoires, stroboscopiques et visuelles générées par le projet ;
- l'impact paysager négatif du projet eu égard à la qualité paysagère, patrimoniale et environnementale du site, ainsi qu'à son attrait touristique ;
- le non-respect des critères énoncés dans le Cadre de référence ;
- la situation du projet eu égard à la cartographie du Pr Feltz ;
- les photomontages trompeurs et la remise en question de la qualité de l'étude d'incidences ;
- l'absence de politique générale en ce qui concerne l'implantation d'éoliennes ;
- l'inefficacité du projet du fait de l'intermittence de la production éolienne ;
- l'absence d'étude de vents in situ et la surestimation du potentiel venteux du site ;
- la rentabilité fictive des projets éoliens ;
- la dévaluation immobilière générée par le projet ;
- la détérioration des chemins de promenade et l'effet négatif des éoliennes pour les promeneurs ;
- le risque d'accidents, notamment du fait de la zone d'exercice militaire aérien ;
- la co-visibilité avec d'autres parcs en projet ou autorisés, mal évaluée par l'étude d'incidences ;

Vu l'avis défavorable du Collège communal de OHEY remis le 21 mars 2007 ;

Vu l'avis défavorable de la CCATM de OHEY remis le 05 avril 2007 ;

Vu l'avis défavorable du Collège communal de GESVES remis le 21 mars 2007 ;

Vu l'avis défavorable de la CCATM de GESVES remis le 20 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable de BELGOCONTROL remis le 15 février 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions du CWEDD remis le 13 mars 2007

Vu l'avis favorable sous conditions de la CRAT remis le 17 avril 2007 en dehors du délai légal prescrit ;

Vu l'avis favorable du MET – DI131 – Direction des Routes de NAMUR remis le 16 février 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGA – Service extérieur de WAVRE remis le 20 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGRNE – DNF – Service extérieur de NAMUR remis le 10 avril 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions de la DGTRE - DE – Direction de la Distribution d'Energie remis le 13 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions du Ministère de la Défense nationale remis le 08 mars 2007 ;

Vu l'avis favorable sous conditions du Ministère des Communications aéronautiques remis le 05 avril 2007 ;

Vu la prorogation de 30 jours du délai d'instruction de la demande décidée conjointement par les fonctionnaires techniques et délégués compétents en première instance et notifiée au demandeur le 14 juin 2007 dans le délai légal prescrit ;

Vu l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance, en date du 11 juillet 2007, envoyé le 25 juillet 2007 dans le délai légal prescrit, refusant à WINDVISION BELGIUM SA le permis unique sollicité ;

Vu les recours introduits par :

- le demandeur,
- Madame Nicole DE BLAUWE,
- Madame Anne WANTIEZ,
- Monsieur Eric CHOPPINET,
- Monsieur Thierry RONVAUX,
- Monsieur Michel DUSSART,
- Madame Sabine LEDUC,
- Monsieur Michel FINOULST,
- Monsieur Danny BAERTS,
- Monsieur Marcel CASTERMANS,
- Madame Myriam HONOREZ,
- Monsieur Vincent QUESTIAUX,
- Madame Chantal PIERLOT,
- Madame Anna DEFRAIGNE,
- Madame Patricia DENIS,
- Monsieur Jean-Marc CHEVAL,
- Madame Viviane PLANCHON,
- Monsieur Jean-Louis CORNEZ,

- Monsieur Claude KERMAKERS,
- Madame Éveline DRESSE,
- Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- Monsieur Daniel DUQUENOY,
- Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- Monsieur Maurice VAN HECKE,
- Monsieur Michel VAN ERTVELDE,
- Madame Edith ERNOTTE,
- Madame Yvette NOLLEVAUX,
- Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- Monsieur Alain PIERLOT,

contre l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué ayant instruit la demande de permis unique en première instance susvisé ;

Vu l'ensemble des pièces du dossier de 1<sup>ère</sup> instance et de recours ;

Considérant que, en application de l'article 95, § 4, du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, une prolongation de délai de 30 jours a été notifiée aux requérants, au demandeur et au Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial par courrier commun du fonctionnaire technique et du fonctionnaire délégué en date du 29 octobre 2007 ;

Vu le rapport de synthèse des fonctionnaires technique et délégué compétents sur recours transmis au Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial ;

Considérant que les recours introduits par :

- le demandeur,
- Madame Nicole DE BLAUWE,
- Madame Anne WANTIEZ,
- Monsieur Eric CHOPPINET,
- Monsieur Thierry RONVAUX,
- Monsieur Michel DUSSART,
- Madame Sabine LEDUC,
- Monsieur Michel FINOULST,
- Monsieur Danny BAERTS,
- Monsieur Marcel CASTERMANS,
- Madame Myriam HONOREZ,
- Monsieur Vincent QUESTIAUX,
- Madame Chantal PIERLOT,
- Madame Anna DEFRAIGNE,
- Madame Patricia DENIS,
- Monsieur Jean-Marc CHEVAL,
- Madame Viviane PLANCHON,
- Monsieur Jean-Louis CORNEZ,

- Monsieur Claude KERSTMAKERS,
- Madame Évelyne DRESSE,
- Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- Monsieur Daniel DUQUENOY,
- Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- Monsieur Maurice VAN HECKE,
- Monsieur Michel VAN HERTVELDE,
- Madame Edith ERNOTTE,
- Madame Yvette NOLLEVAUX,
- Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- Monsieur Alain PIERLOT,

l'ont été dans les formes et délais prescrits ; que les recours sont par conséquent déclarés recevables ;

Considérant que le fonctionnaire technique, le fonctionnaire délégué, le Collège communal des communes où une enquête publique a été organisée et le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial ont été informés de l'introduction du recours ;

Considérant que l'attestation certifiant l'affichage, la preuve de la notification de la décision ont été transmis au fonctionnaire technique compétent sur recours ;

Considérant que la demande porte, plus précisément, sur l'implantation et l'exploitation d'un parc de 12 éoliennes et d'une cabine de tête sur des parcelles sises sur le territoire des communes de OHEY et GESVES, aux lieux-dits "Campagne de Borsu", "Terre aux Canards" et "Fabrique" ; que les éoliennes présentent une puissance unitaire maximale de 3 MW et une hauteur totale maximale de 147 mètres ; que les éoliennes seront de ton blanc cassé ; que le projet sera raccordé au réseau de distribution depuis la cabine de tête vers le poste de Floréc, sis à 3,7 km ; que la cabine de tête sera installée le long du sentier de Borsu, entre les éoliennes n° 7 et 9 ;

Considérant que les installations et/ou activités concernées sont classées comme suit par l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002, arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées :

#### N° 40.10.01.01.02, Classe 2

Production d'électricité - Transformateur statique d'une puissance nominale égale ou supérieure à 1.500 kVA

#### N° 40.10.01.04.03, Classe 1

Production d'électricité - Éolienne ou parc d'éoliennes dont la puissance totale est égale ou supérieure à 3 MW électriques

Considérant que la demanderesse précise dans son recours que le projet a fait l'objet d'avis favorables – voire conditionnels – de la part des instances consultées, seules les autorités communales ayant émis des avis défavorables ; que des plans plus détaillés seront déposés

dans le cadre du recours et que l'élargissement des chemins en question se fera exclusivement sur l'assiette des voiries du domaine public ; qu'en ce qui concerne la pose des câbles, celle-ci fera l'objet des permissions de voirie requises, lesquelles seront instruites par la DG TRE et non par les conseils communaux ; que selon l'exploitant, l'implantation des câbles n'est pas visée à l'article 96 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ; que le Gouvernement wallon est à même de solliciter à nouveau l'avis des conseils communaux sur la question de l'élargissement des voiries communales affectées par la demande ; que pour répondre à l'objectif d'optimisation des capacités du site, de nouveaux chemins doivent être inévitablement créés, en accord avec les propriétaires et exploitants agricoles ; que la traversée de la route de Borsu sera réalisée par forage/fonçage pour éviter toute perturbation de la circulation ou dégradation de la route ; qu'elle estime que la suppression de l'éolienne n° 1 n'est aucunement recommandée par l'étude d'incidences et n'est justifiée pour aucune raison ; qu'elle précise que l'éolienne n° 12 a été déplacée suivant les recommandations de l'étude d'incidences, sans toutefois respecter la distance recommandée pour éviter de trop la rapprocher de l'éolienne n° 11 et d'ainsi pénaliser leur rendement ; que le déplacement opéré de l'éolienne n° 12 est toutefois suffisant pour éviter toute nuisance pour l'avifaune ; que l'impact paysager du projet a été évalué pour l'ensemble du projet et qu'il n'y a pas lieu de faire un distinguo selon telle ou telle éolienne, en l'occurrence l'éolienne n° 12 ; qu'un déplacement plus important de cette éolienne par rapport au périmètre de grande sensibilité paysagère n'aurait pas pour effet de réduire l'impact du projet sur ce périmètre ;

Considérant que les recours des tiers sont motivés par les impacts majeurs qu'aura le projet en termes de pollution visuelle, nuisances sonores, dépréciation immobilière et destruction du paysage ; qu'ils soulignent que la décision est insuffisamment motivée, notamment quant aux réponses apportées aux réclamants dans le cadre de l'enquête publique, quant à l'impact du projet sur le patrimoine naturel, culturel, paysager et patrimonial, quant au respect des conditions énoncées à l'article 127, § 3 du CWATUP (caractère exceptionnel de la dérogation et respect, structuration ou recomposition des lignes de force du paysage), quant à l'analyse des conséquences sur l'environnement de la régulation thermique de l'intermittence éolienne et en ce qui concerne l'évaluation des incidences d'éoliennes d'une puissance unitaire de 3 MW ; qu'aucune preuve n'est apportée quant au fait que le projet relève de la procédure de l'article 127 du CWATUP ; qu'aucune référence n'est faite dans le refus de permis à la convention européenne du paysage ou à la cartographie du Pr FELTZ ; que la co-visibilité entre les parcs éoliens n'a pas été suffisamment évaluée ; que les critères du Cadre de référence ne sont pas respectés en ce qui concerne l'interdistance entre éoliennes, les nuisances sonores, l'effet stroboscopique des éoliennes, leur impact sur la faune, la création de chemins d'accès ; qu'aucune motivation n'est apportée quant au décrochement des éoliennes n° 4 et 9 et à la perte de visibilité qui s'en suit ; qu'aucune mesure des vents n'a été réalisée in situ et que le potentiel éolien du site est surevalué par l'étude d'incidences ; que les photomontages sont trompeurs, sans motivation aucune dans le refus de permis ;

Considérant que la CRAT a émis un avis favorable conditionnel sur le projet, les conditions portant sur la suppression des éoliennes n° 1 et 12, le déplacement de l'éolienne n° 4 (pour la situer dans l'axe de la ligne formée par les éoliennes n° 1, 2, 6, 8 et 10), l'installation sur les éoliennes n° 7, 9 et 11 d'un système de réduction du bruit, la réalisation des travaux hors de la période de nidification des oiseaux et la constitution d'un fonds de réserve garantissant la remise en état du site après son exploitation ;

Considérant que le CWEDD a estimé que l'étude d'incidences est de très bonne qualité et que le résumé (non technique) est de qualité satisfaisante ; qu'il a émis un avis favorable conditionnel sur l'opportunité environnementale du projet, les conditions portant sur le respect des recommandations de l'étude d'incidences, en particulier la remise en état, après le chantier, des éléments du maillage écologique, l'exécution des travaux hors de la période de nidification, le déplacement de l'éolienne n° 12, l'utilisation locale des terres excavées ou leur évacuation par les filières appropriées, la réalisation préalable d'essais de sol et le bridage des éoliennes n° 7, 9 et 11 ;

Considérant que Belgocontrol a émis un avis favorable sur le projet ; que selon Belgocontrol, les éoliennes ne doivent pas être balisées si elles ne dépassent pas 150 mètres de hauteur ; que Belgocontrol demande à l'exploitant de l'avertir au minimum 1 mois avant la date de début des travaux ;

Considérant que la DGA – Division de la Gestion de l'Espace rural - Service extérieur de Wavre a émis un avis favorable conditionnel sur le projet ; que les conditions, d'ordre technique, sont les suivantes : *"L'implantation du cheminement d'accès aux éoliennes se fera de manière à limiter au maximum le mitage de la zone. Les câbles seront enterrés à 1,20 m en culture afin d'éviter tout accident lors de l'exploitation des parcelles. Une attention particulière sera apportée au maintien et à la restauration du réseau de drainage des parcelles"* ;

Considérant que la DGRNE – DNF a émis un avis favorable conditionnel sur le projet ; que les conditions portent sur le déplacement de l'éolienne n° 12, la préservation de la période de nidification, la préservation des éléments du maillage écologique, la compensation des impacts résiduels, la réduction du balisage au strict minimum requis, l'intégration des éléments techniques dans le mât, l'aménagement des aires de manutention au pied des éoliennes en sol enherbé, l'absence de clôture, le suivi des impacts du projet sur le milieu naturel et le respect des autres recommandations émises par l'étude d'incidences ;

Considérant que la DGTRE – Direction de la Distribution d'Energie a émis un avis favorable conditionnel sur le projet, la condition portant sur la permission de voirie pour occupation du domaine public, communal ou régional ;

Considérant que le Service public fédéral Mobilité et Transport a émis un avis favorable sur le projet, sous réserve d'un balisage de jour et de nuit des éoliennes, dans la mesure où elles se situent en zone de catégorie C ;

Considérant que le MET – Direction des Routes de Namur a émis un avis favorable sur le projet ; qu'il souhaite toutefois être averti lors de la demande de raccordement en alimentation ;

Considérant que le conseil communal de GESVES a émis en séance du 21 mars 2007 une décision défavorable en ce qui concerne la traversée souterraine du réseau électrique et le renforcement de l'assiette de certains chemins ;

Considérant que le conseil communal de OHEY a émis en séance du 2 mai 2007 une décision défavorable en ce qui concerne la traversée souterraine du réseau électrique et le renforcement

de l'assiette de certains chemins ; que s'il est vrai que le dispositif de la décision vise la "demande de permission de voirie", il n'en est pas moins vrai que le corps de la décision vise la traversée souterraine du réseau électrique et le renforcement de l'assiette de certains chemins ;

Considérant que le choix des éoliennes n'est pas encore établi définitivement par l'exploitant en raison du délai relatif à l'obtention du permis et de l'évolution de la technologie ; que l'étude d'incidences se base toutefois, pour chaque critère, sur l'hypothèse la plus défavorable ;

Considérant, quant aux nuisances sonores, que la distance de garde par rapport aux habitations préconisée dans le Cadre de référence est respectée, hormis pour la ferme de Borsu qui se trouve à 341 mètres de l'éolienne n° 9 ; que l'étude d'incidences conclut au dépassement des prescriptions du cadre de référence établi par le Gouvernement wallon (43 dB(A) en période de nuit) au niveau de la ferme de Borsu ; qu'il faut toutefois signaler que si l'on se réfère aux critères fixés par la réglementation relative au permis d'environnement (40 dB(A) pendant la nuit), le niveau maximal autorisé dépasserait la norme pour 12 des 18 points de mesure situés au voisinage d'habitations ; que l'étude d'incidences, ainsi que la CRAT et le CWEDD, recommandent d'équiper les éoliennes n° 7, 9 et 11 d'un module de réduction du bruit ; que de façon générale, il y a lieu d'estimer que, compte tenu de la rentabilité déjà limitée des éoliennes et de l'aspect très fluctuant de leur production, il est inopportun d'en encore devoir les brider pour des questions de nuisances sonores ;

Considérant, quant aux effets stroboscopiques du projet, que l'étude d'incidences conclut au respect des recommandations du Cadre de référence, hormis depuis un récepteur qui s'apparente à l'extrémité d'une zone d'habitat à caractère rural (Petite GESVES), non urbanisée actuellement ; que selon l'étude d'incidences, un limiteur temporel d'exposition pourrait être installé sur l'éolienne n° 10 ; que cette recommandation suscite la même remarque qu'en ce qui concerne le bridage des éoliennes pour des raisons d'ordre sonore ;

Considérant que le parc se situe à proximité du site Natura 2000 dit "Bassin du Samson", de la zone spéciale de conservation du "Bassin du Samson", couvrant la totalité du site Natura 2000, et de la zone de protection spéciale du "Bassin du Samson" qui couvre un peu plus de la moitié du site Natura 2000 ; que l'étude d'incidences, ainsi que le CWEDD et la DGRNE – DNF recommandent de ce fait de déplacer l'éolienne n° 12 d'une centaine de mètres vers l'Est ou le Nord-Est de façon à obtenir une distance de 200 mètres par rapport aux sites de nidification potentiels, pour éviter tout impact négatif du projet sur l'avifaune ; qu'il y a lieu de souligner que l'avis de la CRAT portait également sur la suppression de cette éolienne ;

Considérant, en ce qui concerne les autres nuisances environnementales potentielles inhérentes à ce type d'installations, que celles-ci pourraient être minimisées moyennant le respect des prescriptions réglementaires en vigueur, des conditions générales et sectorielles concernées et de conditions particulières adaptées ;

Considérant, en ce qui concerne l'écartement entre éoliennes, qu'il est vrai qu'il ne respecte pas les critères énoncés dans le Cadre de référence ; qu'un écartement réduit entre machines n'est toutefois problématique, s'il reçoit l'aval du constructeur, que s'il conduit à une perte de rentabilité du parc, semble-t-il non-évaluée dans le cas d'espèce, l'étude d'incidences précisant qu'une étude de vent s'avère nécessaire afin de confirmer le rendement général du parc ; que



l'évaluation du potentiel éolien du site se base en effet sur des mesures de vent enregistrées à Beauvechain et Florennes, soit à 45 et 36 km du site, et sur une modélisation réalisée ensuite par le bureau d'étude 3<sup>e</sup> ;

Considérant, sur le plan urbanistique, que les parcelles concernées par le projet sont reprises en zone agricole au plan de secteur de Namur adopté par arrêté du 14 mai 1986 ;

Considérant qu'en ce qui concerne la commune de GESVES, le projet se situe, au schéma de structure communal, en aire agricole ouverte "à maintenir" et, pour l'éolienne n° 12, en aire agricole ouverte "à maintenir" avec une surimpression zone de grande structure paysagère ;

Considérant qu'en ce qui concerne la commune de GESVES, le projet se situe, au règlement communal d'urbanisme, en aire agricole de valeur paysagère patrimoniale ;

Considérant que le projet déroge à la destination de la zone agricole telle que fixée par l'article 35 du CWATUP ;

Considérant que l'article 127, § 3 du CWATUP prévoit, notamment, la possibilité de s'écarter du plan de secteur, pour autant que le projet soit soumis à enquête publique et qu'il respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage ;

Considérant que les dispositions du règlement communal d'urbanisme relatives à l'aire agricole de valeur paysagère patrimoniale ne comportent aucune prescription applicable aux éoliennes ou à la cabine de tête et ne sont pas de nature à s'appliquer à un tel projet ; que l'on ne saurait par conséquent estimer qu'il y déroge ;

Considérant qu'en marge de l'hypothèse où les éoliennes produisant de l'électricité destinée à alimenter le réseau de transport ou de distribution constituent stricto sensu des équipements communautaires ou de services publics, la production d'électricité verte à partir de l'énergie éolienne peut, de manière générale, être considérée comme une activité d'utilité publique ou d'intérêt général, au sens des articles 1<sup>er</sup>, § 1<sup>er</sup>, 28 et 127, § 1<sup>er</sup> du CWATUP, en ce qu'elle participe à une part des engagements pris par la Région wallonne en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre ;

Considérant, par conséquent, qu'un parc éolien peut, in abstracto, bénéficier de l'application de l'article 127, § 3 du CWATUP susmentionné, sous réserve du fait qu'il respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage et qu'il réponde aux recommandations énoncées dans le Cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne ;

Considérant que le parc se situe hors de toute zone de contrainte dans la cartographie du champ de contraintes paysagères et environnementales comme base de détermination des zones d'exclusion à la transcription au plan de secteur de la politique des éoliennes à l'échelle de l'ensemble du territoire wallon, hormis pour l'éolienne n° 1 qui se trouve dans la zone de haute sensibilité de confort visuel et acoustique du hameau sis au Nord du Tilleul St-François et de sa zone d'habitat au plan de secteur ; que cette éolienne devrait dès lors être supprimée, ce qui est par ailleurs recommandé par la CRAT également ;

Considérant qu'il y a lieu de souligner que la cartographie dont question, qui résulte d'une réflexion générale à l'échelle du territoire wallon, constitue un des outils d'aide à la décision en matière d'implantation d'éoliennes en Wallonie, au même titre que le Cadre de référence pour l'implantation d'éoliennes en Région wallonne ; que, contrairement à ce qu'allèguent les réclamants, ces outils sont de nature à permettre une analyse de la question de l'énergie éolienne à l'échelle du territoire wallon ;

Considérant, quant à l'impact visuel du projet, qu'il convient de rappeler que l'article 1<sup>er</sup> du CWATUP impose à la Région wallonne de veiller, dans le cadre de ses compétences, à la conservation et au développement du patrimoine culturel, naturel et paysager ; que de plus, la Région a ratifié, le 20 décembre 2001, la Convention européenne du Paysage, laquelle impose également, notamment, de prendre en considération la dimension paysagère de toute demande de permis ;

Considérant qu'il convient en outre d'être particulièrement attentif à l'impact paysager du projet dans le cas présent vu l'absence de détermination de périmètres d'intérêt paysager par l'asbl ADESA ;

Considérant que les éoliennes seraient implantées sur le plateau condruzien, à 260 mètres d'altitude ; que les éoliennes seraient disposées en deux rangées orientées Sud-Ouest/Nord-Est ; que le raccordement électrique se ferait à 3,7 km du site, à Florée ;

Considérant que le site en question se singularise par une succession de tiges et chavées caractéristiques du paysage condruzien ; qu'il est cerné de périmètres d'intérêt paysager inscrits au plan de secteur et que le périmètre d'étude local comporte deux périmètres d'intérêt culturel, historique et esthétique, à savoir les villages de Sorée (à 1.515 mètres du projet) et de Florée (à 3.150 mètres du projet), ainsi que deux villages soumis au règlement général sur les baïsses en site rural, à savoir Petite GESVES et Sorée ; que le site jouxte 4 périmètres d'intérêt paysager et 2 points de vue remarquables et lignes de vue remarquables établis par l'auteur de l'étude d'incidences, lesquels se trouvent dans le périmètre d'étude local et offrent des vues orientées vers le parc ; que l'étude d'incidences conclut à juste titre à une qualité paysagère du périmètre local élevée en raison des paysages de qualité du Condroz et de la vallée du Samson, des villages de GESVES, Sorée et Florée, notamment, et des massifs boisés, bosquets et alignements d'arbres qui ponctuent le paysage – ouvert – et lui confèrent un intérêt certain ; qu'il est incontestable que le site, constitué d'une somme d'éléments de qualité, représente un ensemble de qualité ;

Considérant que le site présente par ailleurs une certaine qualité patrimoniale, du fait de l'existence du Château de Halinne, classé et repris dans la liste du patrimoine exceptionnel, à une distance de 4,177 mètres, ainsi que de 5 monuments et/ou sites classés dans un rayon de 3,690 mètres autour du projet ; qu'une douzaine d'édifices repris dans l'inventaire du patrimoine se trouvent également au sein du périmètre d'étude local ;

Considérant, au même titre que pour les projets off-shore pour lesquels un éloignement des éoliennes est recommandé par rapport aux côtes pour des raisons paysagères, qu'il y a tout lieu d'être attentif à la qualité de nos paysages intérieurs, sachant que les éoliennes seront toujours visibles même à des distances relativement importantes ; que la saturation de l'espace visuel est en outre beaucoup plus vite atteinte en on-shore qu'en off-shore, du fait de la



multiplicité et de la diversité d'éléments visuels ;

Considérant qu'il y a lieu de rappeler que tant le schéma de structure communal que le règlement communal d'urbanisme relèvent également l'intérêt de la zone et insistent sur la préservation des vues longues dans ces espaces et que toutes les instances communales concernées ont émis un avis défavorable sur le projet en raison, notamment, de son impact paysager ;

Considérant que si le nombre élevé de machines tend à correspondre au prescrit du Cadre de référence, il y a lieu de regretter que la disposition en deux lignes parallèles sur une distance importante, de l'ordre de 3 km, tend à diminuer la lisibilité du projet ; qu'un double alignement présente en effet, sur des vues longues et légèrement désaxées, des chevauchements des deux lignes en fin de perspective, altérant la lisibilité du parc ; que l'alignement des éoliennes n° 3, 5, 7, 9, 11 et 12 – à supprimer suivant les critères susmentionnés – ne peut être considéré ni comme un alignement, ni comme une courbe, tant les décrochements entre éoliennes sont perceptibles ; que l'éolienne n° 4 sort également très nettement de l'alignement Nord ; qu'elle devrait dès lors être déplacée ; qu'il ressort d'ailleurs des photomontages que l'alignement Nord peut être perçu comme deux alignements légèrement désaxés de 3 éoliennes, à savoir un premier alignement des éoliennes n° 1, 2 et 4 et un second alignement des éoliennes n° 6, 8 et 10 ; qu'en fin de ligne, la perte de lisibilité par saturation visuelle et manque de rigueur des alignements est très perceptible sur les photomontages ; que si l'étude d'incidences relève que la disposition en deux lignes "parallèles" est une composition intéressante, elle lui attribue néanmoins des valeurs souvent négatives en ce qui concerne l'angle de vision, la structure ou la lisibilité du parc ;

Considérant, sur des distances plus longues, que la carte reprenant la zone de perception visuelle globale démontre que le projet restera très présent depuis les liges de Marchin, Modave, Clavier et Havelange, repris en zone d'exclusion pour la protection des paysages du Condroz dans la cartographie du champ de contraintes paysagères et environnementales comme base de détermination des zones d'exclusion à la transcription au plan de secteur de la politique des éoliennes à l'échelle de l'ensemble du territoire wallon ; que si la vallée du Samson n'est pas reprise en zone d'exclusion dans cette cartographie, il n'en demeure pas moins qu'elle présente autant de qualité paysagère que la zone d'exclusion du Condroz ;

Considérant que l'on ne peut dès lors estimer, dans le cas d'espèce, que le projet respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage au sens de l'article 127, § 3 du CWATUP ;

Considérant, à titre accessoire, que la disposition du projet est, comme toujours et de façon regrettable, la résultante d'opportunités foncières et non d'une réflexion paysagère ;

Considérant, en ce qui concerne la question de la co-visibilité avec d'autres parcs éoliens, que l'étude d'incidences conclut à la présence de situations de co-visibilité avec le projet de OHEY situé à environ 6,700 m ; qu'il y a par ailleurs lieu de souligner qu'un projet serait également à l'examen sur le territoire de la commune de Assesse ; que, quoi qu'il en soit, il y a lieu de maintenir entre deux parcs une distance de l'ordre de 12 à 15 km pour éviter les effets pervers liés à la co-visibilité ;

Considérant, enfin, que le projet nécessite le renforcement de chemins existants, ainsi que la création de nouveaux chemins d'accès ; qu'il est exclu de porter atteinte aux accotements des chemins existants, soit en y circulant avec un matériel inadaptable, soit en les renforçant, de façon à ne pas mettre en péril ces bords de chemins considérés à juste titre par l'étude d'incidences comme zones d'intérêt biologique, par ailleurs caractéristiques de la zone agricole, dans une plaine vouée à l'agriculture extensive, et donc destructrice sur le plan biologique ; que tous ces chemins bordant des terres cultivées constituent en effet les seuls chaînons de liaison pour la faune ; que les accès au chantier ne pourraient dès lors être réalisés qu'au travers de la zone agricole ; que, quoi qu'il en soit, le projet tel que présenté prévoit la création de nouveaux chemins ou le renforcement de chemins existants et la pose du câblage dans le domaine public ; que les conseils communaux concernés ont tous deux émis un avis défavorable sur le renforcement des chemins et la pose du câblage dans le domaine public et que le permis ne peut, de ce fait, qu'être refusé pour ce motif également ;

Considérant, en conclusion, qu'il y a lieu de refuser le permis sollicité en raison, d'une part, des avis défavorables des conseils communaux quant aux travaux à réaliser en voirie et, d'autre part, de l'impact paysager du projet dont on ne peut estimer, dans le cas présent, qu'il respecte, structure ou recompose les lignes de force du paysage.

#### Pour les motifs cités ci-avant,

### A R R E T E

#### Article 1. Les recours introduits par :

- le demandeur,
- Madame Nicole DE BLAUWE,
- Madame Anne WANTIEZ,
- Monsieur Eric CHOPPINET,
- Monsieur Thierry RONVAUX,
- Monsieur Michel DUSSART,
- Madame Sabine LEDUC,
- Monsieur Michel FINOULST,
- Monsieur Danny BAERTS,
- Monsieur Marcel CASTERMANS,
- Madame Myriam HONOREZ,
- Monsieur Vincent QUESTLAUX,
- Madame Chantal PIERLOT,
- Madame Anna DEFRAIGNE,
- Madame Patricia DENIS,
- Monsieur Jean-Marc CHEVAL,

- Madame Viviane PLANCHON,
- Monsieur Jean-Louis CORNEZ,
- Monsieur Claude KERMAKERS,
- Madame Éveline DRESSE,
- Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- Monsieur Daniel DUQUENOY,
- Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- Monsieur Maurice VAN HECKE,
- Monsieur Michel VAN ERTVELDE,
- Madame Edith ERNOTTE,
- Madame Yvette NOLLEVAUX,
- Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- Monsieur Alain PIERLOT,

contre l'arrêté des fonctionnaires technique et délégué compétents en première instance, en date du 11 juillet 2007, refusant à WINDY/SION BELGIUM SA un permis unique visant à construire et exploiter un parc de 12 éoliennes, aux Lieux-dits: "Campagne du Borsu", "Terre aux Canards" et "Fabrique" à 5350 OHEY, sont RECEVABLES.

**Article 2.** La décision querrellée est CONFIRMÉE.

Le permis unique sollicité est REFUSÉ.

**Article 3.** Sans préjudice des poursuites pouvant être exercées en vertu du Code pénal, les contraventions au présent arrêté seront constatées et punies conformément au décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement.

**Article 4.** Mention du présent arrêté est faite au registre dont question à l'article 36 du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, en marge de l'arrêté dont appel.

**Article 5.** Un recours en annulation pour violation des formes soit substantielles, soit prescrites à peine de nullité, peut être porté devant le Conseil d'Etat contre la présente décision par toute partie justifiant d'une lésion ou d'un intérêt.

Le Conseil d'Etat, section administration, peut être saisi par requête écrite, signée par l'intéressé ou par un avocat, et ce dans les 60 jours à dater de la notification ou de la publication de la présente décision.

**Article 6.** Dans les 10 jours de la prise de décision, celle-ci est portée à la connaissance du public, par voie d'affichage d'un avis.

Le contenu de cet avis et les modalités de l'affichage sont définis par l'article 38 du décret. La durée de cet affichage est d'au moins dix jours.

**Article 7.** La décision est notifiée :

1. En expédition conforme et par envoi recommandé :

- au demandeur,
- à Madame Nicole DE BLAUWE,
- à Madame Anne WANTIEZ,
- à Monsieur Eric CHOPPINET,
- à Monsieur Thierry RONVAUX,
- à Monsieur Michel DUSSART,
- à Madame Sabine LEDUC,
- à Monsieur Michel FINOULST,
- à Monsieur Danny BAERTS,
- à Monsieur Marcel CASTERMANS,
- à Madame Myriam HONOREZ,
- à Monsieur Vincent QUESTIAUX,
- à Madame Chantal PIERLOT,
- à Madame Anna DEFRAIGNE,
- à Madame Patricia DENIS,
- à Monsieur Jean-Marc CHEVAL,
- à Madame Viviane PLANCHON,
- à Monsieur Jean-Louis CORNEZ,
- à Monsieur Claude KERMAKERS,
- à Madame Éveline DRESSE,
- à Madame Béatrice VAN DER MEUSE,
- à Monsieur Daniel DUQUENOY,
- à Madame Véronique DE MONGE DE FRANEAU,
- à Monsieur Maurice VAN HECKE,
- à Monsieur Michel VAN ERTVELDE,
- à Madame Edith ERNOTTE,
- à Madame Yvette NOLLEVAUX,
- à Monsieur Guido VAN VELTHOVEN,
- à Monsieur Alain PIERLOT,
- au fonctionnaire technique ayant instruit la demande en première instance ;
- au fonctionnaire délégué ayant instruit la demande en première instance ;
- au Collège communal de et à 5340 GESVES ;
- au Collège communal de et à 5350 OHEY ;
- au fonctionnaire chargé de la surveillance du ressort de la DGRNE-DPE Services extérieurs-Direction de Namur, Avenue Reine Astrid n° 39 à 5000 NAMUR ;

2. En expédition conforme par envoi libre :

- au fonctionnaire délégué sur recours ;
- à l'Office wallon des déchets, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes) ;
- à la Division de l'Eau, avenue Prince de Liège 15 à 5100 NAMUR (Jambes).

24 DEC. 2007

Fait à NAMUR, le

ANDRÉ ANTOINE

COPIE CERTIFIÉE CONFORME

Le Directeur  
Ir. M. PEERTS

27 DEC. 2007